

Bimensuel favorisant la pensée indépendante, l'éthique et la responsabilité

Pour le respect et la promotion du droit international, du droit humanitaire et des droits humains

Edition française du journal *Zeit-Fragen*

## Une médecine au service de l'humain plutôt qu'une médecine englobée par l'économie

### Le coronavirus devrait être un signal d'alarme

Interview menée par Britta Fecke, de la chaîne de radio publique allemande Deutschlandfunk, avec le Professeur Giovanni Maio, éthicien de la médecine

*Britta Fecke: Cette pandémie, cet état d'urgence montre ce qui est vraiment important: par exemple des hôpitaux bien équipés, suffisamment de lits de soins intensifs et surtout un personnel médical ne travaillant pas toujours jusqu'à l'épuisement. «Les cliniques doivent être au service du patient, et non du profit», a déclaré Klaus Reinhardt, président de l'Ordre allemand des médecins (Bundesärztekammer), le 18 avril 2020, appelant à un nouveau modèle de financement après l'ère du coronavirus. Le professeur Giovanni Maio est médecin, philosophe et l'un des plus grands critiques du système de santé allemand. Je lui ai demandé si l'économisation complète des cliniques, que nous vivons depuis maintenant de nombreuses années, nous pose un problème supplémentaire dans cette crise.*

*Professeur Dr Giovanni Maio: Oui, bien sûr que c'est un gros problème! Au fond, ce que nous vivons aujourd'hui, c'est que l'on nous tend la facture à payer. En moulant l'ensemble de la médecine dans une matrice capitaliste, nous avons créé une pénurie qui est en train de nous retomber dessus: une pénurie de personnel et une pénurie de ressources. Nous avons fait des économies aux mauvais endroits, et maintenant nous avons une pénurie menaçante parce que nous avons mal réfléchi par le passé. Nous pensions que la médecine devait suivre le modèle de l'entreprise commerciale, dans laquelle il faut investir judicieusement et où tout est jugé à l'aune de la rentabilité. Cette pensée s'est révélée fautive, il faut s'y résoudre: la médecine n'est pas une entreprise économique, mais fait partie de la sphère sociale. Elle représente en fait une mise en pratique des services d'intérêt général, et cette pratique, cette pratique sociale, suit une autre logique que celle de l'économie. C'est cela qui a été mal compris.*

#### Des économies réalisées au mauvais endroit résultent d'une réflexion erronée

*Dans quelle mesure cette logique sociale est-elle perturbée par le système de facturation des forfaits par cas?*

Le système de facturation des forfaits par cas était nuisible. C'était en fait le début de

«Il nous faut un système dans lequel la création de revenus ne joue aucun rôle en médecine, mais uniquement la question de savoir comment je peux aider l'autre. D'ailleurs, je le vois bien chez mes étudiants: ce qu'ils veulent faire, c'est aider les autres. Ils ne veulent pas endosser la responsabilité des bilans. Bien sûr qu'ils ne doivent pas gaspiller de l'argent, mais ce n'est pas le système des forfaits par cas qui permet de l'éviter, mais plutôt un investissement judicieux dans une gestion professionnelle de la médecine qui, au lieu de vouloir en faire le plus possible, sache insister sur la valeur de la sollicitude, la valeur des interventions à bas seuil et des interventions prudentes.»

moulage capitaliste, de telle sorte que les cliniques étaient poussées à économiser par tous les moyens. Et puis des économies ont été réalisées, mais au mauvais endroit, pas là où il fallait. Les cliniques ont économisé au niveau du personnel, en réduisant le temps de contact, donc ont essentiellement raccourci le temps disponible et ainsi créé du stress qui a engendré, pour les professionnels de la santé, une dégradation catastrophique de leur joie dans le travail.

Mais en même temps, les forfaits par cas devaient encourager les cliniques à générer des revenus, ce qui a complètement bouleversé le regard porté sur la médecine. Soudain, il a fallu se demander non pas ce qu'il serait bon d'apporter au patient, mais ce que le patient nous rapportait. Et je pense que ce mode de pensée est faux, qu'il n'aurait pas dû se répandre, parce que les professionnels de la santé étaient eux-mêmes désemparés face à cette logique. C'était une erreur de pensée, édictée par le système de financement. On ne s'est pas rendu compte que cela changerait toute une culture, et c'est pourquoi on a fini par ne plus faire que ce qui se calcule, donc beaucoup d'opérations, parce qu'elles rapportent beaucoup d'argent, tout en économisant sur la relation, sur le temps de contact. C'était clairement une fautive direction prise par la médecine!

#### «J'espère vraiment que le coronavirus servira de signal d'alarme»

*Cela s'observe notamment dans le fait que le directeur financier est placé au-dessus du directeur médical d'une clinique. Selon vous, peut-on imaginer que le coronavirus change la donne? C'est-à-dire que l'on repense la question après s'être aperçu de l'importance de disposer d'un système de santé qui fonctionne?*

J'espère vraiment que le coronavirus, aussi tragique soit-il, sera considéré comme un signal d'alarme, un signal qui met en lumière ce qui est vraiment primordial. Bien entendu qu'il est aussi important d'établir une pensée économique dans les cliniques, mais l'économie doit aider la médecine à se réaliser réellement en tant que médecine, il n'est pas admissible qu'elle dicte à la médecine ce qu'elle doit faire! Et nous devons justement tirer des leçons du fait que nous avons une sphère sociale qui, bien qu'elle exige une pensée économique, ne peut pas se développer selon une logique économique, d'entreprise et, en fin de compte, de rentabilité. Penser en termes de rentabilité est une erreur. Nous voyons bien maintenant que nous avons besoin des hôpitaux! La simple idée que de nombreux hôpitaux devraient déposer leur bilan au moment où l'on en a le plus besoin montre à quel point le système de financement était absurde. Un hôpital absolument indispensable devrait aujourd'hui déposer son bilan parce qu'il ne rapporte pas d'argent. C'est absurde!

#### «Le marché ne résout pas la question sociale»

Nous devons reconnaître que le financement des hôpitaux doit être pris en charge par l'Etat et les caisses maladie, dans le sens où les hôpitaux doivent être considérés comme fournissant des soins à la population. Quand on imagine qu'il y a quelques semaines encore, on diffusait l'idée qu'il fallait fermer la moitié des hôpitaux parce que cela serait plus rentable, on voit maintenant que c'est insensé! Il ne faut pas que cette précieuse ressource que sont les soins aux malades se raréfie, avec le seul argument qu'ils ne sont pas rentables et que les hôpitaux sont dans le rouge! Après avoir déterminé quel hôpital est nécessaire à quel emplacement, l'Etat doit veiller à ce que les hôpitaux obtiennent l'argent nécessaire. Et cela ne peut pas être déterminé par des données économiques, mais par la question de savoir où il y a un besoin de soins aux malades et où il n'y en a pas. Ce sont des décisions politiques, nous ne pouvons pas laisser cela au marché. Le marché ne résout pas la question sociale, il faut tout simplement être clair sur ce point.

#### Développer une médecine au service de l'humain

*Mais les erreurs n'ont pas seulement été commises en politique. De nombreux individus ont également fait usage du système de façon erronée, ou en ont abusé. Il y a chaque année en Allemagne plus de 500 millions de prises de contact avec un médecin! D'où peuvent bien venir tant de maladies?*

Oui, écoutez, il faut d'abord reconnaître qu'aujourd'hui les patients veulent prendre les décisions eux-mêmes. Et il faut les aider à prendre de bonnes décisions. Et nous devons mettre en place un système dans lequel nous supprimons dès le départ les fausses incitations, l'incitation à en faire beaucoup, par exemple l'idée de procéder à toujours plus d'opérations. Cette approche est délétère. Je pense que de telles incitations sapent la médecine, dans le sens où elles poussent effectivement les médecins à multiplier les interventions.

Je trouve qu'il faut développer une médecine au service de l'humain, une médecine qui parle au patient, une médecine d'accompagnement et d'encadrement, et non une incitation à faire le plus possible d'opérations parce que cela rapporte. Après tout, les patients eux-mêmes sont dans une situation où ils ne voient pas clairement l'aide dont ils ont besoin. Ils sont dépendants, ils sont tributaires de l'expert, et c'est pourquoi nous devons faire en sorte que les experts fassent ce qui est vraiment raisonnable, en fonction des données dont nous disposons. Et là, nous avons tout simplement établi une mauvaise structure des données, ce qui a eu un impact négatif sur l'ensemble de la culture.

#### «La médecine est faite pour aider les patients»

*Quelle approche serait envisageable? Ce n'est pas en augmentant le nombre de méthodes de traitement, c'est-à-dire plus d'effectue de scanners, d'IRM, d'opérations sur le patient, plus il y aura d'argent, permettant de couler la clinique dans un moule strictement économique. Si nous voulions donc remplacer cette dérive par une autre solution, nous pourrions peut-être y substituer un système dans lequel toutes les personnes qui restent en bonne santé seraient indemnisées, et pourraient être attribuées à une clinique déterminée. Est-ce que vous pourriez vous imaginer une telle situation?*

Non, surtout pas, voyez-vous, cela peut sembler intéressant, mais nous ne devons pas juger la médecine en fonction de sa capacité ou non à produire des individus en bonne santé. La médecine est là pour aider les personnes qui ne peuvent pas s'aider elles-mêmes, il s'agit souvent de maladies chroniques, de personnes souffrant de maladies incurables, d'individus qui ne pourront pas guérir. En fin de compte, nous devons nous en remettre à la logique de la médecine pour décider de ce qu'il faut faire dans chaque cas particulier. Nous devons faire appel au professionnalisme et redonner aux médecins la liberté de procéder selon des critères purement médicaux. Ce que nous avons aujourd'hui est en fait une déformation, une transformation de la médecine selon des critères qui ont peu à voir avec la médecine elle-même, avec la logique médicale.

C'est pourquoi nous devons maintenir un haut niveau de professionnalisme. Un patient veut être traité par un médecin selon des critères qui figurent dans les manuels médicaux

Suite page 2



Le Professeur de médecine Giovanni Maio a étudié la philosophie et la médecine et, après de nombreuses années de pratique clinique en médecine interne puis d'assistant dans des instituts de théorie de la médecine, il a obtenu en juillet 2000 son habilitation dans le domaine de l'éthique médicale.

En 2002, il a été nommé par le gouvernement fédéral allemand à la Commission centrale d'éthique dans la recherche sur les cellules souches, puis appelé en 2004 à la chaire C4 d'éthique médicale et d'histoire de la médecine de l'Université de Bochum et à la chaire C4 d'histoire et d'éthique de la médecine à l'Université RWTH de Aachen, en 2005 à la chaire d'éthique biomédicale à l'Université de Zurich et nommé professeur de bioéthique à l'Université Albert-Ludwig de Fribourg-en-Brisgau. Il est membre du comité directeur du Centre interdisciplinaire d'éthique à Fribourg-en-Brisgau, directeur de l'Institut d'éthique et d'histoire de la médecine, et membre de la commission pour les questions fondamentales d'ordre éthique et juridique de l'Ordre allemand des médecins (Bundesärztekammer).

Depuis 1998, Giovanni Maio se positionne dans ses publications en défenseur d'une médecine humaine. Il a publié en 2018 l'ouvrage «Werte für die Medizin. Warum die Heilberufe ihre eigene Identität verteidigen müssen» (Des valeurs pour la médecine. Pourquoi les métiers de la santé doivent défendre leur identité propre) (Munich, éd. Kösel). La deuxième édition de son manuel d'éthique médicale «Mittelpunkt Mensch. Lehrbuch der Ethik in der Medizin» (L'être humain au centre de la médecine. Manuel d'éthique en médecine), paru en 2017, contient une introduction à l'éthique des soins (Stuttgart, éd. Schattauer). Dans son livre «Geschäftsmodell Gesundheit: Wie der Markt die Heilkunst abschafft» (La santé comme modèle d'affaires, ou comment le marché abolit l'art de guérir), publié en 2014, Giovanni Maio décrit notamment ce qu'il entend par «médecine des relations humaines».



ISBN: 978-3-518-46514-1

# L'industrie: la grande évasion

## Surprenants appels pour une reprise de la production industrielle en France

par Pierre Lévy, France

Les conséquences des délocalisations dans la production pharmaceutique apparaissent dramatiquement lors de l'actuelle crise sanitaire. Elles s'inscrivent dans la longue désindustrialisation de l'Hexagone induite par la libre circulation des capitaux.

Pénurie. Le mot avait disparu du vocabulaire économique des pays développés depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale. Il revient en force au cœur de la crise du coronavirus. Pénurie de lits dans les hôpitaux, mais aussi de masques, de gel hydro-alcoolique, de tests, de respirateurs, et de médicaments...

Ces dramatiques carences sont révélées par le Covid-19. En France, elles sont le fruit d'une politique délibérée de désindustrialisation et de délocalisation des productions menée avec constance. Depuis le milieu des années 1970, la part de l'industrie manufacturière dans l'économie française a ainsi diminué de moitié: elle ne représente plus que 10 % de la richesse intérieure. Et les légers frémissements de ces dernières années n'ont pas permis d'inverser sérieusement la tendance.

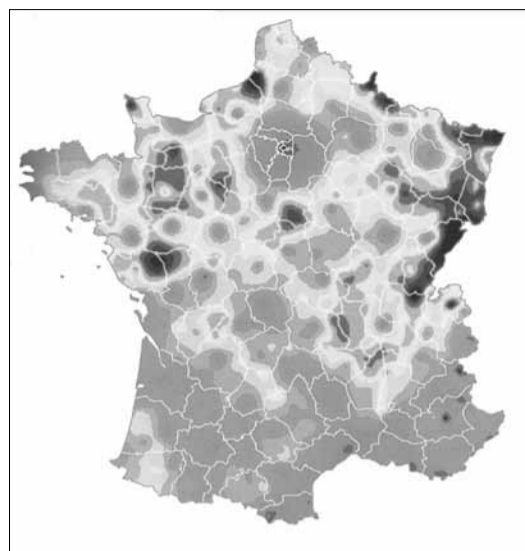
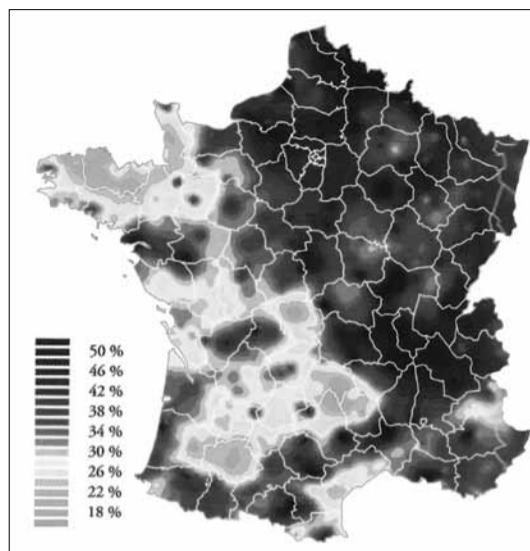
### Retrait de l'Etat: destruction des emplois et des services d'intérêt général

Exemple parmi tant d'autres de cet abandon: la fermeture fin 2018, en vue d'une délocalisation, d'une importante usine de masques basée à Plaintel, dans les Côtes d'Armor. L'entreprise française Spérian avait, il est vrai, basculé, en 2010 sous le pavillon américain d'Honeywell.

Les machines pouvaient y fabriquer jusqu'à 20 millions de masques FFP1 et FFP2 par mois. En 2005, elles avaient fait l'objet d'un investissement de 6 millions d'euros aidé par les pouvoirs publics, ce qui a permis une production massive en 2009, au moment du virus H1N1. Avant que l'Etat ne fasse le choix de se désengager.

Lors de la fermeture, la CGT et la CFDT de l'usine avaient tenté d'interpeller Emmanuel Macron et Bruno Le Maire pour sauver la société. Sans succès sur le moment. D'autant que la direction avait bien pris soin de détruire les huit lignes de production, afin qu'elles ne tombent pas entre les mains d'un concurrent. Aux dernières nouvelles, des syndicalistes du site et les collectivités concernées tentent un projet de relance.

Scénario tragiquement analogue à l'usine Luxfer de Gerzat (Puy-de-Dôme), avec, dans le rôle du liquidateur, le groupe anglo-américain Luxfer Gas Cylinders. Les salariés français y produisaient jusqu'au printemps 2019 des bouteilles à oxygène à usage médical – les dernières fabriquées en France et même



L'industrie française en 1968 (à gauche) et 2008 (à droite) – pourcentages de la population active dans le secteur secondaire (industrie et construction). (cartes mad)

sur le continent. Même impéritie de l'Etat, mais aussi même volonté de redémarrage de la part des ouvriers qui ne baissent toujours pas les bras. D'autant moins que ces matériels sont devenus cruciaux avec la montée en flèche des besoins en réanimation.

«Il est difficile, même en économie de guerre, de mobiliser des capacités inexistantes, des savoir-faire évaporés et de combler les trous béants de la spécialisation», relevaient à propos de cette désindustrialisation massive, dans une tribune au quotidien *Les Echos* (31/03/20), les économistes Elie Cohen, Timothée Gigout-Magiorani et Philippe Aghion. Qui rappellent que l'Allemagne, elle, n'a cessé de renforcer ses capacités de production: les exportations brutes allemandes en composant de tests désormais mobilisables pour le Covid-19 s'élevèrent à près de deux milliards d'euros par ans, contre à peine 200 millions d'euros en France.

### Dépendances massives

Pour sa part, l'industrie pharmaceutique est en première ligne dans l'éclatement des chaînes de production. Désormais, entre 60 et 80 % des principes actifs sont fabriqués hors de l'Union européenne, contre 20 à 30 % il y a vingt ans. Pour ne rien dire de la France elle-même. La Commission européenne dit aujourd'hui réfléchir à une «réévaluation» des chaînes de production au sein de l'UE. Ce qui ne mange pas de pain.

L'Inde fait figure de plus important des fournisseurs, répondant à 20 % de la demande mondiale de génériques et de vaccins. Mais cette recherche d'efficacité financière se traduit par une dangereuse dépendance, a fortiori au moment où le sous-continent est lui-même touché par le coronavirus.

Ainsi, le 4 mars, pour la première fois de son histoire, l'Inde a décidé de stopper l'exportation de vingt-six principes actifs comme le paracétamol, des antibiotiques, ou des antiviraux. Car le pays voulait se protéger lui aussi face à la dépendance non moins massive qu'il subit: l'Inde importe en effet près de 70 % de ses principes actifs, au cœur de la fabrication des médicaments, en majorité de Chine. Sous pression notamment américaine, le premier ministre Narendra Modi a finalement débloqué, le 7 avril, treize médicaments et composants.

Ce morcellement entre de multiples pays producteurs est d'autant plus dangereux que, de Sanofi à Novartis, les groupes estiment que les données sur les provenances de leurs productions constituent des secrets de fabrication, qu'ils protègent avec zèle.

Après plusieurs alertes de ruptures d'approvisionnement en Europe, le français Sanofi a engagé le 24 février la constitution d'une société destinée à rassembler les six usines européennes qui fabriquent des principes actifs. Saine consolidation?

### Optimisation des profits au lieu de la sécurité d'approvisionnement

En réalité, le groupe compte filialiser cette future société, en ne conservant, à terme, que 30 % du capital, et la coter en bourse. Il s'agit là d'une façon de se défaire discrètement de cette entité. Si des établissements publics, comme BPI-France, sont les bienvenus au tour de table de la nouvelle société, il y a fort à parier que des fonds étrangers seront également ravis d'y participer pour peser sur ses décisions.

En éparpillant ainsi leurs productions «façon puzzle», les industriels ont fait baisser leurs coûts, mais ils ont simultanément fragi-

lisé à l'extrême leurs chaînes de production. Et pas uniquement dans l'industrie pharmaceutique. Une autre activité étroitement liée à l'histoire industrielle de la France est en train d'en faire les frais: l'automobile.

Carlos Tavares, président de PSA (Peugeot-Citroën) peut bien plastronner en jurant qu'il ne compte «que» 300 fournisseurs chinois sur un total de 8000, cela suffit à bloquer les chaînes de production, de Poissy et Rennes. En l'espèce, la Chine se concentre sur une production à faible valeur ajoutée, pesant certes 4 % du prix de construction d'un véhicule dans l'Hexagone. Mais en volume, ces pièces pèsent 20 %, voire 50 % pour les petits éléments mécaniques et plastiques. Dans ces conditions, inutile de continuer à fabriquer des pare-chocs en Europe si des vis et écrous manquent pour permettre aux automobiles de sortir des usines.

### Changements de pied surprenants

Dans la crise présente, tout cela entraîne des changements de pied surprenants. Philippe Varin, ancien patron de Peugeot-Citroën (PSA), qui avait décidé de la fermeture du site d'Aulnay-sous-Bois, estime aujourd'hui, comme président du lobby du patronat France industrie, que la crise «peut revêtir un caractère d'opportunité, car elle permettra de relancer la production en France».

Autre retournement: Laurence Daziano, chercheuse à la Fondapol qui se revendique comme un «Think tank libéral, progressiste et européen», en appelle pour sa part dans *Les Echos* du 7 avril, à «rebâtir une industrie française» avec un «rôle d'orientation et de financement» pour l'Etat, appelé à «participer à hauteur de 10 % à 15 % des industries stratégiques».

Mais le demi-tour rhétorique le plus spectaculaire est à chercher du côté de l'Elysée. Le 13 avril, Emmanuel Macron plaide ainsi pour «rebâtir une indépendance agricole, sanitaire, industrielle et technologique française», non sans rappeler son mantra: «plus d'autonomie stratégique pour notre Europe». «Notre Europe», en l'occurrence l'UE, reste pourtant fondée sur la libre circulation des biens, des services, de la main d'œuvre. Et des capitaux.

Aux dernières nouvelles, les dirigeants européens, en particulier le président français, ne remettent nullement en cause ce dogme fondateur et existentiel. Le fossé entre les discours et la réalité pourrait donc se creuser. Mais aussi se voir de plus en plus.

Source: «Ruptures», no 95 du 27 avril 2020

### «Une médecine au service de...»

suite de la page 1

et non dans les modalités de facturation. Et c'est là le problème fondamental: nous avons en fait dévalorisé le professionnalisme. Le professionnalisme de la part des médecins comme des soignants implique qu'il faut d'abord investir dans la relation, qu'il faut d'abord beaucoup écouter pour comprendre quel est le problème de la personne malade, car souvent on ne peut pas résoudre les problèmes par une seule démarche, mais il faut accompagner, il faut encadrer, il faut, ma foi, accorder du temps.

### «Il nous faut un système gratifiant ceux qui s'occupent réellement des patients»

Il nous faut un système où il est nécessaire de s'occuper réellement des patients, et actuellement, c'est exactement le contraire. Car la pénurie que nous avons, où les médecins et les soignants manquent de temps, n'était pas impérative, elle a seulement été mise en œuvre artificiellement, c'était un stress artificiel. Je trouve irresponsable que cette catégorie professionnelle, jouant un rôle fondamental pour le bien-être d'une société, ait été soumise à un tel stress, sans nécessité! C'était vraiment sans nécessité! Et au final, le nouveau modèle de financement n'a fait

qu'augmenter les dépenses, qui n'ont même pas diminué, car au lieu de parler on a aligné les opérations. C'est tout de même absurde, un tel système!

### Le système des forfaits par cas a échoué

Cela veut dire qu'à la critique souvent exprimée: «Si nous plaçons le système de santé sur une nouvelle base, alors tout deviendra plus cher», vous répondez: «Pas obligatoirement, car de nombreuses opérations et de nombreuses mesures qui ne sont pas du tout nécessaires tomberaient à l'eau, ce qui représente des coûts en moins.» Exactement, vous l'avez très bien exprimé. Au fond, la seule manière de faire passer l'introduction des forfaits par cas sur le plan politique était de dire: «Si nous ne les introduisons pas, tout deviendra plus cher». Mais ce n'était pas vrai du tout. Il n'y avait pas d'explosion des coûts. C'était dans les médias, mais pas dans la réalité. L'explosion des coûts est venue après: les forfaits par cas ont poussé à privilégier ce qui était cher. Et depuis, les coûts n'ont pas diminué, mais ont plutôt continué de grimper. Par conséquent, ce nouveau système des forfaits par cas a échoué à bien des égards. Et en tant qu'homme politique, c'est quelque chose qu'il faut aujourd'hui reconnaître et admettre, sans s'y accrocher. Il faut admettre que c'était une erreur d'introduire les forfaits par cas, une

erreur désastreuse qui a dégradé le contenu social de la médecine. Et cela a aussi vraiment mis à rude épreuve la mentalité des professions médicales et a véritablement détruit la confiance du public dans le caractère social de la médecine. Ce sont les conséquences du coulage dans le moule économique: les conséquences fatales de la perte de confiance. Et c'est pourquoi nous devons réviser le système. Et il ne s'agit pas seulement d'une politique des petits ajustements, mais il nous faut un nouveau système, dans lequel la création de revenus ne joue aucun rôle en médecine, mais uniquement la question de savoir comment je peux aider l'autre. D'ailleurs, je le vois bien chez mes étudiants: ce qu'ils veulent faire, c'est aider les autres. Ils ne veulent pas endosser la responsabilité des bilans. Bien sûr qu'ils ne doivent pas gaspiller de l'argent, mais ce n'est pas le système des forfaits par cas qui permet de l'éviter, mais plutôt un investissement judicieux dans une gestion professionnelle de la médecine qui, au lieu de vouloir en faire le plus possible, sache insister sur la valeur de la sollicitude, la valeur des interventions à bas seuil et des interventions prudentes.

Mais pourquoi les médecins ne sont-ils pas plus nombreux à protester en faveur de ces mêmes valeurs? Car en règle générale ils sont relativement cultivés, ils ont un lobby,

et suite à l'omniprésence des virologues ces dernières semaines, ils sont aussi particulièrement écoutés?

Oui, c'est effectivement une question très importante, à laquelle on peut amener, je pense, les deux éléments de réponse suivants: a) d'abord nous devons tenir compte du fait que les médecins sont bien sûr divisés entre eux et ne parlent pas d'une seule voix, et qu'il y a bien sûr aussi beaucoup de médecins qui sont gagnants dans ce système. De nombreux médecins ont été choisis en échange de gros salaires, avec le seul but de leur faire faire des opérations. Il n'y a donc pas que des perdants. b) Ensuite, les médecins ne sont par nature pas très politiques. Ils ne sont pas organisés en grandes structures politiques. En fait, ils veulent aider les patients, ils veulent aider les malades. Leur nature profonde ne relève pas du tout de la politique, et aujourd'hui, nous devons en assumer les conséquences.

Entretien avec Giovanni Maio, médecin et philosophe à l'Institut d'éthique et d'histoire de la médecine, sur un nouveau modèle de financement de notre système de santé.

Source: [www.deutschlandfunk.de](http://www.deutschlandfunk.de) du 19/04/20; transcription *Horizons et débats*; imprimé avec l'aimable autorisation du professeur Giovanni Maio et de la chaîne de radio Deutschlandfunk

(Traduction *Horizons et débats*)



# Réflexions sur la liberté, le fédéralisme et la participation démocratique

par Marianne Wüthrich

La diversité des avis répandus, ces derniers temps, a de quoi nous étonner. Selon les uns, les mesures du Conseil fédéral suisse en vue de contenir la pandémie de Corona auraient été exagérées, le confinement se révélant avoir été une mesure inutile qui n'aurait que nui à l'économie et restreint les droits fondamentaux des citoyens. Certains se plaignent de la «prise de pouvoir centralisée» à Berne tandis que d'autres se montrent agacés par le «tapis de patchwork» qu'impliquent les décisions redevenues plus fédéralistes à nouveau. Le Parlement lui aussi est réprimandé pour avoir terminé la session de printemps une semaine trop tôt en raison de l'apparition de la pandémie, laissant le champ libre à l'exécutif. Enfin quant aux lobbyistes suisses de l'adhésion à l'UE, ils annoncent avec emphase, qu'une fois de plus, il a été démontré, une fois de plus, que nous autres suisses aurions mieux réussi avec l'UE ou, même mieux, dans l'UE.

Dans cette confusion de voix et d'attitudes, il est préférable de garder la tête froide.

## La santé d'abord – le redressement économique ensuite

La grande majorité du peuple se montre très heureuse que le Conseil fédéral, dans cette situation extrêmement difficile, ait assumé sa tâche constitutionnelle de prendre des «mesures pour la sécurité intérieure de la Suisse» (art. 185, al. 2, Constitution fédérale suisse, CF). Aujourd'hui, la situation sanitaire s'est remarquablement détendue grâce à l'arrêt temporaire de certaines activités économiques, aux efforts inlassables des médecins et du personnel soignant, au comportement équilibré de la population et à l'évaluation constante des prochaines étapes par le Conseil fédéral et ses commissions d'experts.

Après coup, il est facile de dire que toutes ces restrictions n'avaient pas été nécessaires. Profane en questions de médecine, je préfère prendre note de l'avis des experts qui répètent, unanimes, que l'on ignore encore beaucoup sur le virus aujourd'hui, ainsi que de leur recommandation urgente de ne pas laisser s'amollir les règles évidemment efficaces de la distanciation sociale et de l'hygiène.

Les dommages économiques liés à la catastrophe du coronavirus constituent certainement une lourde charge supplémentaire à de nombreux pays dans le monde, alors que la Suisse se montre capable de y faire face. Une enquête menée par *Swissmem* (Association suisse de l'industrie des machines, des équipements électriques et des métaux) montre, par exemple, que plus de 70 % des entreprises ont déclaré qu'elles s'étaient attendues à une baisse plus importante des ventes et des commandes pour l'année en cours, même après

la fin du confinement. Néanmoins, le rédacteur économique *Lorenzo Bonati* écrit dans les *Nouvelles de Radio SRF*: «Les entreprises industrielles suisses ont jusqu'à présent fait preuve de résilience. Il n'y a pas eu de licenciement massif comme aux Etats-Unis, grâce notamment à l'instrument du chômage partiel. De nombreuses entreprises disposent encore de liquidités suffisantes jusqu'à présent, seuls 20 % des prêts Covid accordés par les banques sont allés à des entreprises industrielles.»<sup>1</sup> Si, comme prévu, les entrées de commandes continuent de stagner au second semestre, il reste cependant des réserves.

Au lieu de nous plaindre, nous autres suisses ferions mieux de réfléchir, avec davantage d'efforts, à la manière dont nous pouvons aider les peuples moins privilégiés. C'est précisément ce que propose, entre autres, la Commission de politique extérieure (CPE) du Conseil national qui demande, lors de la session du Parlement en cours, un «crédit supplémentaire pour l'aide humanitaire» de 100 millions de francs pour l'ONU, le CICR et d'autres organisations de lutte contre le corona virus (motion 20.3131). Chiffre timide, il faut l'avouer, qui sera éventuellement augmenté lors du débat.

## L'origine du respect mutuel: les confédérés libres suisses

En tant qu'enseignante en matière d'éducation civique pendant de nombreuses années, j'avais de temps à autres des discussions avec mes étudiants en formation professionnelle. Telles étaient leurs questions: «Quelles sont les conditions à remplir pour qu'une manifestation soit autorisée? Qu'est-ce qui permet à la police d'interdire une manifestation invoquant des raisons de sécurité publique? Qu'en est-il avec la liberté de réunion, garantie par la constitution?». Je me souviens particulièrement d'un de mes étudiants. Le jour de ses 18 ans, il annonça: «Désormais, je ne ferai que ce que je veux!» Et de se plaindre, même pas dix minutes après, du fait que je ne lui avais pas donné de feuille de travail – il ne supportait apparemment plus de ne rien faire.

Dans un Etat de démocratie directe selon le modèle suisse, la liberté du citoyen est étroitement liée à la connaissance (et à la reconnaissance!) du fait que les droits des citoyens sont souvent liés à des devoirs. N'en font exception, certes, que les droits fondamentaux de l'homme: le droit à la vie, par exemple, est inconditionnel et obligatoire. Afin de protéger ce droit pour chaque individu, des sacrifices financiers sont parfois nécessaires, comme de nombreux entrepreneurs et travailleurs en ont fait l'expérience ces derniers mois.

La participation démocratique des citoyens, en revanche, est un jeu de concessions

mutuelles. Le droit de codétermination ne peut et ne doit pas être une évidence en démocratie directe. Si nous nous prononçons en faveur d'un nouveau bâtiment scolaire dans une commune, nous devons peut-être nous plier à augmenter les impôts (en Suisse, l'assemblée communale des citoyens en décide). Nos élus locaux, nos gouvernements au niveau cantonal et fédéral agissent, en étant conscients qu'ils ne peuvent pas se contenter de nous donner des ordres auxquels nous devons obéir. Ceux ayant assisté à une des nombreuses conférences de presse du Conseil fédéral depuis début mars (sur écran) ont pu le vérifier, une fois de plus. Les conseillers fédéraux nous ont confronté – parfois quotidiennement – avec la situation actuelle, en nous donnant de brèves informations, en exprimant leur attente de notre bonne coopération de la part de nous tous, pour ensuite prévoir suffisamment de temps aux journalistes (au grand public par téléphone) de poser leurs questions ou de donner leurs commentaires, souvent critiques, mais formulés sur un ton poli. En tant que citoyen, j'étais heureuse d'y participer et de prendre mes responsabilités. Je ne l'ai pas vécu comme une atteinte à ma liberté, mais tout au contraire comme l'emploi de ma liberté individuelle en concert avec ma responsabilité. Il s'agissait d'un ensemble où l'un n'était pas séparable de l'autre, ayant comme effet d'accepter que ma liberté individuelle d'aller faire du shopping ou de me réunir avec d'autres sur la place du village était reléguée au second plan pendant un certain temps.

C'est peut-être le moment de se rappeler un peu d'histoire suisse. La liberté pour laquelle les anciens confédérés suisses se sont battus ne concernait pas les droits à la liberté individuelle des personnes – à l'époque, ils ne figureraient pas encore, en forme moderne, dans les consciences, ni individuelles ni collectives. Les populations rurales de l'ancienne Suisse centrale voulaient avant tout conserver le legs de leurs libertés communautaires et non pas se soumettre à un souverain régional étranger ni se plier aux verdicts des juges extérieurs.

La liberté en ce sens est encore aujourd'hui au centre des préoccupations de la majorité des suisses: nous ne voulons pas devenir membre de l'UE ni de l'OTAN, ni nous soumettre à un traité-cadre dicté par l'UE. Les médias grand public suisses ont beau abuser de la pandémie du coronavirus, en ne tarissant pas d'éloges à l'égard de la présidente de la Confédération helvétique, *Simonetta Sommaruga*, pour son initiative d'échanger, ces dernières semaines, ses points de vue avec les ministres des Etats membres de l'UE. Il s'ensuit le dicton obligatoire: «Nous voyons maintenant que la Suisse dépend de l'UE – déroulons donc le tapis rouge pour l'accord-cadre ...»<sup>2</sup> Comme si la Suisse n'avait pas toujours été ouverte aux échanges, à l'assistance mutuelle et au commerce écono-

mique d'envergure – mais sur un pied d'égalité, comme nous l'ont montré nos ancêtres, aussi bien quant à l'histoire ancienne que récente. A cette fin, ni la Suisse ni les Etats membres de l'UE n'ont besoin d'un concept bureaucratique centralisé – bien au contraire, comme le montre le contexte de la crise actuelle.

## Le fédéralisme: un tapis à «patchwork»?

Après que certains concitoyens aient tonné, pendant des semaines, contre la «prise de pouvoir centralisée» du Conseil fédéral, d'autres (ou les mêmes?) se sont récemment indignés de l'apparition d'un «tapis de patchwork». Ils entendent par ces termes les différentes approches des cantons en matière de réouverture progressive du confinement, par exemple des écoles. Certaines ont commencé, le 11 mai, avec des classes réduites, d'autres en petits groupes avec 1 à 2 heures de cours par jour, d'autres en classes complètes (soumises à des règles d'hygiène strictes) et en bien d'autres variantes encore. Et déjà, certains déplorent à nouveau les règles uniformes centralisées, bien qu'entre-temps, de grandes différences régionales se soient manifestées lors de la propagation du coronavirus.

L'épidémiologiste *Marcel Tanner*, membre de la Task-Force scientifique du Conseil fédéral, évalue la situation actuelle dans ces termes: «Il n'est plus nécessaire de prendre des mesures nationales uniformes, d'autant plus que les différences entre les cantons sont parfois importantes.» Selon lui, les cantons doivent maintenant «[...] suivre de près la situation sur le terrain et intervenir rapidement sur place si nécessaire». Et Tanner d'ajouter: «Nous ne pouvons pas nous permettre un deuxième verrouillage national, tant sur le plan social qu'économique, les dommages seraient fatals». Grâce à la nouvelle méthode de traçage des contacts et au confinement ciblé des foyers d'infection locaux, il est possible de maintenir les taux d'infection à un faible niveau jusqu'à ce qu'un vaccin soit disponible, explique M. Tanner<sup>3</sup>.

Restons donc fidèles à la diversité de la Suisse fédérale et soutenons autant que possible les cantons les plus touchés dans la lutte contre ce virus encore dangereux. Ce qui continue à s'appliquer à tous: respecter les règles de distanciation sociale et d'hygiène!

## Le parlement de milice en pratique

Quelques mots sur les critiques du Conseil national et du Conseil des Etats, qui ont décidé le 12 mars, lorsque la pandémie du coronavirus a frappé notre pays avec force, d'interrompre leur session de printemps après deux semaines de travail parlementaire. Selon les critiques, sans décision formelle, le Parlement aurait ainsi contraint le

Suite page 4

## Session d'été du 2 au 19 juin 2020: quelques sujets importants

### mw. Base juridique pour un système de traçage de proximité (modification urgente de la Loi sur les épidémies)

Lors de la session extraordinaire de mai, le Conseil national et le Conseil des Etats ont chargé le Conseil fédéral de présenter une base légale pour l'introduction d'une application de traçage des contacts qu'il prévoit de mettre en place. Cet instrument devrait permettre de contenir davantage le coronavirus.

L'application a récemment été utilisée à titre expérimental. Il permet de retrouver les personnes qui ont été en contact avec une personne dont le test de dépistage du nouveau coronavirus s'est révélé positif et d'informer les personnes concernées, tout en préservant leur anonymat, en cas d'infection. Les données doivent être stockées de manière décentralisée, et seulement aussi longtemps que nécessaire, et l'utilisation de l'application est volontaire.

Le Conseil fédéral a déjà élaboré le projet d'une modification de la loi sur les épidémies et le message au Parlement. Les deux Conseils en débattent lors de la session de juin, décideront de l'amendement et – s'il est approuvé – déclareront la loi urgente. Selon l'article 165, alinéa 2, de la Constitution fédérale, une loi fédérale déclarée urgente entre en vigueur immédiatement; elle peut être soumise au référendum ultérieurement.<sup>1</sup>

L'utilisation de l'application de recherche des contacts suscite de grandes attentes, qui seront d'autant mieux satisfaites si la plus grande partie de la population est prête à utiliser l'application.

### Financement supplémentaire de 14,2 milliards de francs suisses pour l'assurance chômage (ACH)

Le Conseil fédéral demande au Parlement ce crédit supplémentaire en plus de l'estimation 2020<sup>1</sup> afin de contrecarrer l'endettement massif de l'Assurance chômage résultant de la forte augmentation du chômage partiel depuis la mi-mars. Ainsi, pour l'année en cours, la Confédération devrait assumer les coûts de l'indemnisation du chômage partiel pour environ 1,94 million de salariés (37 % de l'ensemble des salariés) dans 190 000 entreprises. Ceci afin d'éviter que dans la situation économique difficile, les primes ACH pour 2021 ne doivent être augmentées de 0,3 %, conformément au frein à l'endettement.<sup>2</sup>

Le nombre élevé de travailleurs en chômage partiel montre que la plupart des entrepreneurs ont fait tout leur possible pour éviter de devoir licencier leurs employés. Grâce aux indemnités de chômage partiel, de nombreux emplois ont été sauvés pour la période suivant la réouverture des entreprises. Il s'agit d'une institution bénéfique, qui devrait être accordée aux employés dans chaque pays.

### Conséquences économiques de la crise du Coronavirus (Postulat du Conseil des Etats)

Lors de la session de mai, le Conseil des Etats a demandé au Conseil fédéral un rapport «sur les conséquences économiques de la crise du coronavirus et les leçons à en tirer pour l'avenir». Le Conseil fédéral s'est déclaré prêt à accepter le postulat et à «élaborer en détail les conséquences économiques de cette crise sur la base de la base de données la plus large possible [...]».<sup>3</sup>

Ce qui sera important pour l'avenir, c'est surtout de répondre à la question des «leçons à moyen et long terme» que la Suisse et nos autorités devraient tirer de la crise. Il s'agira certainement d'améliorer la sécurité de l'approvisionnement, et pas seulement en ce qui concerne les fournitures médicales. Nous ferons bien d'y accorder une attention particulière.

### Extension de la participation suisse à la Kfor (Kosovo)

L'armée suisse mène des opérations militaires au Kosovo (*Swisscoy*) depuis 20 ans. Le *Swisscoy* est utilisé pour démontrer la prétendue nécessité des missions de l'armée suisse à l'étranger. Bien que celles-ci violent clairement la neutralité de la Suisse et pourraient facilement être remplacées par une aide civile à l'étranger, le Conseil fédéral et la majorité du Parlement maintiennent la prolongation répétitive de *Swisscoy*. La Commission de politique de sécurité du Conseil national (CPS-CN) demande donc une nouvelle fois, par 16 voix contre 8, «[...] d'approu-

ver la prolongation de la mission *Swisscoy* au Kosovo jusqu'à la fin 2023 et l'augmentation des effectifs». Le seul aspect réjouissant est la justification des motions minoritaires: «Une minorité considère qu'une mission militaire à l'étranger par la Suisse neutre est fondamentalement erronée. En outre, la mission *Swisscoy* ne doit pas devenir un ordre permanent et doit prendre fin après 20 ans sur le terrain. Une autre minorité considère que l'utilisation de moyens militaires est inappropriée et appelle à un renforcement de la coopération civile au développement».

Les nombreux nouveaux parlementaires verts et verts-libéraux devraient en effet réussir, avec l'UDC et d'autres membres du Conseil qui défendent la neutralité de la Suisse, à obtenir une majorité en faveur de la fin des opérations militaires au Kosovo qui sont contraires à la neutralité.

<sup>1</sup> le 3 juin au Conseil des Etats, le 8 juin au Conseil national

<sup>2</sup> Estimation 2020, supplément IIa (20.042), le 3 juin au Conseil national, le 4 juin au Conseil des Etats

<sup>3</sup> Postulat 20.3132, le 8 juin au Conseil des Etats. Pour plus de détails, voir: Wüthrich, Marianne, «Tout relève de l'ordre constitutionnel», dans: *Horizons et débats* du 12 mai 2020

<sup>4</sup> Participation suisse à la Kfor. Extension de la mission *Swisscoy* (19.082). Communiqué de presse de la Commission de politique de sécurité du Conseil national du 11 février 2020, le 4 juin au Conseil national, le 16 juin au Conseil des Etats

# Covid-19 – la crise sanitaire et les acteurs de son instrumentalisation

par Karl-Jürgen Müller

En principe, la question est simple: avec le Covid-19 on a affaire à une maladie causée par un coronavirus nouvellement apparu capable d'entraîner la mort. Quelques mois seulement après la première manifestation de ce virus, la science médicale dispose déjà, il est vrai, d'un bon nombre de détails sur celui-ci et ses effets tandis que de nombreuses questions demeurent encore en suspens, notamment celles sur l'étendue des maladies possibles provenant d'une infection. Il est donc indispensable de maintenir le risque d'infection au minimum.

La tâche de l'Etat, quant à elle, consiste à assurer, autant que faire se peut, la santé et la vie des citoyens en veillant à l'instauration de mesures appropriées, ou en les organisant lui-même ou en les soutenant. La meilleure façon d'y parvenir est soumise au débat à long terme ainsi qu'aux décisions en résultant selon les circonstances prédominantes. Il est certainement possible que d'autres droits fondamentaux en soient affectés temporairement en faveur du droit à la santé et à la vie. Cela va de pair avec la recherche continue des moyens autorisant chaque citoyen d'exercer tout de même ses droits fondamentaux, dans la mesure du possible. Comment y parvenir? – Cela se discute et se décide également de manière continue en fonction de la priorité des circonstances.

## L'importance du débat public

On ne doit pas nier le fait que les détracteurs des mesures gouvernementales visant à contenir la pandémie de corona agissent par inquiétude face à la gravité de la question soulevée. Certaines mesures drastiques gouvernementales ont eu, en effet, des conséquences très sévères.

Personne ne peut prétendre, aujourd'hui, affirmer avec certitude qu'il détient la bonne solution au problème et personne ne pouvait le faire pendant ces derniers mois. Rejeter ou dénigrer, aujourd'hui les nombreuses voix critiques, sous prétexte qu'elles relèvent des «théories de la conspiration», ou pire encore, n'est pas approprié au sujet et n'encourage guère le débat. Il s'agit là souvent d'une polémique motivée par des buts politiques.

Le fait que les mesures gouvernementales visant à protéger les citoyens contre la contraction du Covid-19 et à garantir des soins médicaux adéquats à ceux tombés néanmoins malades fassent l'objet du débat public, voire controversé, est une bonne chose pour la démocratie. Le cas idéal en est sans doute le discours entièrement centré sur la question en cause – dans le but d'améliorer la recherche de la meilleure solution, au fur et à mesure du changement des données. Est-ce la situation dans nos pays?

## Saute d'humeur

Le doute est d'actualité. Le 27 mai 2020, le programme «Zapp» du *Norddeutsche Rundfunk (NDR)* a présenté les résultats d'une enquête normative menée par l'institut de recherche *infratest dimap*. L'enquête se réalise, à intervalles réguliers, depuis la mi-mars dont l'une des principales conclusions du dernier sondage (du 18 au 22 mai 2020) se résume ainsi: «Un électeur sur cinq en Allemagne estime que la politique et les médias exagèrent délibérément le danger du virus corona afin de tromper le public». Le pourcentage de ceux adhérant à cet avis cité varie fortement selon leur orientation

politique. Ainsi, 54 % des adhérents allemands de l'AFD (Alternative für Deutschland) le soutiennent. La proportion fluctue également en fonction de l'utilisation des médias: ceux «utilisant activement les plateformes de médias sociaux» sont à 31 %. Comment expliquer ces résultats? Ces personnes se méfient-elles tant de l'Etat parce qu'elles disposent d'une meilleure information que d'autres? Ou bien montrent-ils à quel point le concept personnel du monde en lien avec sa mouvance politique préférée, influence l'attitude envers le Covid-19 et les mesures étatiques?

Le 29 mai 2020, la *Neue Zürcher Zeitung* online rédigea le titre: «Sur le net, beaucoup avaient fait preuve de solidarité avec leurs semblables – maintenant l'heure est aux insultes.» Elle y fait état d'une recherche *Sotomo*<sup>1</sup> ayant examiné les émotions, les acteurs et les perceptions du risque apparus au cours du débat numérique pendant la crise de Corona. L'article précise qu'«environ 930 000 commentaires en ligne ont été saisis, publiés sur Twitter et sur les plateformes suisses d'information en ligne de *20 Minuten*, *Blick online*, *Watson*, *SRF News* et *Nau*, tous accessibles gratuitement, pendant la période du 3 mars au 25 mai.» Le rapport en ligne de la NZZ continue en déclarant notamment que «lorsqu'il est devenu évident, vers la mi-avril, que la Suisse survivrait probablement à la première vague d'infection par le virus corona sans catastrophe, la majorité des commentaires exprimant la solidarité [...] s'est quelque peu atténuée. Les éloges, jusqu'alors très prononcés, à l'adresse des êtres humains serviables, du personnel hospitalier, des scientifiques et du

Conseil fédéral suisse diminuent également. Depuis les premiers assouplissements, ce sont les insultes et les accusations qui tiennent le haut du pavé. Les commentaires examinés de l'enquête citée comprennent des remarques de rancune, des malédictions, des expressions de frustration et des accusations parmi lesquelles «sans cervelle» et «idiot» appartiennent à celles exprimées sur un ton plutôt modéré encore. Plus tard, la colère prend le deuxième rang parmi les émotions verbalisées en augmentant légèrement ensuite.»

Comment expliquer ce changement d'attitude? Est-il basé sur de bonnes raisons ou s'agit-il de pures sautes d'humeur? Ou bien d'une levée de boucliers ayant dépassé depuis longtemps les limites des médias dits alternatifs atteignant le grand public?

## Différentes perceptions du monde

A l'heure actuelle il demeure une évidence: le complexe Covid-19 – comme beaucoup d'autres sujets – est instrumentalisé car il est mis au service d'agendas à caractère idéologique et/ou politique et soumis à des intérêts matériels évidents existant bien déjà avant l'apparition de la maladie.

Toutes les voix concernant les mesures gouvernementales prises à ce jour pour lutter contre la pandémie de corona sont donc à interroger quant à leurs motivations et objectifs, en leur posant des questions comme celles-ci: «Vous avez fait entendre votre voix, à travers vos imprimés, vos sites web, vos réseaux sociaux et vos déclarations publiques,

Suite page 5

# Le «lockdown» et la «nouvelle normalité»

par Barbara Schur

De nouveaux mots en lien avec le covid-19 font leur apparition et nous les intégrons largement dans notre vocabulaire. Certains de ces mots sont français, beaucoup sont anglais. Qui avait entendu, il y a un an, les mots «taux de reproduction» ou «*social distancing*», «prévalence» ou «taux d'attaque» au quotidien? Quel mot deviendra probablement le mot de l'année 2020? Peut-être un «*lockdown*» ou plutôt «nouvelle normalité»?

## «Lockdown»

Le «lockdown» (verrouillage) a été et est probablement une expérience décisive pour nous tous. Chacun doit apprendre à y faire face dans son propre environnement et à organiser sa vie différemment. Les plus touchés sont bien sûr les personnes âgées célibataires et les personnes vivant en institution. Pour beaucoup de monde, la situation économique devient serrée voire critique malgré les mesures de soutien.

Vu dans son ensemble, le *lockdown* effectif n'a été que de courte durée. Partout, on entend des voix qui parlent d'une opportunité de tirer les leçons de cette crise et de mieux façonner l'avenir.

Et peut-être n'est-ce pas si mal de faire les comptes, tant dans la vie personnelle que dans la vie sociale. Par exemple, on voit beaucoup plus d'enfants, de jeunes et d'adultes jouer à l'extérieur. Le fait que vous n'avez pas à vous précipiter d'un endroit à l'autre tout le temps et que vous puissiez vous détendre sur le balcon de temps en temps pourrait être réintégré dans la vie à partir de maintenant.

## «New normal» – «nouvelle normalité»

Ce qui va durer plus longtemps – personne ne sait combien de temps – est ce qui viendra après le *lockdown*. En tout cas, ce ne sera pas l'ancienne normalité. Il semble que nous nous dirigeons réellement vers une «nouvelle normalité». Le terme «the new normal» en relation avec la vie après la crise de corona est utilisé quotidiennement à la télévision anglo-américaine depuis quelques semaines. Il apparaît maintenant de plus en plus fréquemment dans les médias germanophones. L'idée que l'on puisse simplement retourner à la routine quotidienne après la crise du coronavirus s'estompe. Cependant, le terme «nouvelle normalité» n'est pas si nouveau et n'a pas été inventé par la crise du coronavirus. Il a une histoire plus longue et a été adopté de l'américain.

«La nouvelle normalité» est un terme économique et commercial qui fait référence à la situation financière mondiale après la crise financière de 2007 à 2008 et aux conséquences de la récession mondiale de 2008 à 2012. La crise financière de 2008 a entraîné une «nouvelle normalité» qui impliquait une restructuration fondamentale de l'ordre économique. «La nouvelle normalité» est souvent utilisée comme terme pour désigner un capitalisme numérique, dans le contexte de la Silicon Valley ou de la Chine. La première fois qu'on a prononcé ce terme, c'était en 2001, en relation avec les attaques terroristes sur le «World Trade Center». Le 11 septembre 2001 (9/11) avait plongé les Etats-Unis dans une «nouvelle normalité». Depuis lors, le terme a été considéré comme un «buzzword», un mot à la mode ou un slogan.<sup>1</sup> Le terme a depuis été employé dans divers autres contextes pour indiquer une situation qui semblait auparavant «pas normal» fait maintenant partie de la vie quotidienne.<sup>2</sup>

Par exemple, en 2012 est sortie une sitcom américaine intitulée «The new normal», qui traite des nouveaux modèles familiaux et des questions de genre.

En 2010, un journaliste a demandé si «être gros était la nouvelle norme» aux Etats-Unis.

Son article porte sur le fait que de nombreux Américains sont en surpoids. Cela modifierait la perception de ce qu'on considère mince ou gros.<sup>3</sup>

Ce ne sont là que deux exemples parmi d'innombrables autres. Si vous entrez le terme «nouvelle normalité» comme terme de recherche dans Google, 11,5 millions d'entrées sont comptées (au 30 mai 2020). Wikipedia a également déjà adopté ce terme.

Quelles que soient nos opinions politiques, le Covid-19 nous met au défi de repenser et, si nécessaire, de réorganiser la politique, l'économie et notre vie quotidienne. Nous ne pouvons pas simplement revenir à la normalité. Mais une autre question importante est de savoir si ce que l'on appelle la «nouvelle normalité» sera également un progrès pour l'humanité ou si, au contraire, des intérêts très particuliers émergeront.

<sup>1</sup> Roberts, Alasdair. «Four Crises of American Democracy», Oxford: University Press, 2017.

<sup>2</sup> Wikipédia : New Normal, affaires

<sup>3</sup> Rough, Sherry. «La graisse est-elle la nouvelle norme?», 2010

## «Réflexions sur la liberté, ...»

suite de la page 3

Conseil fédéral à jouer le rôle qu'il aurait dû jouer lui-même.

Considérons cette accusation sur la base de la Constitution fédérale jusqu'au bout. Tout d'abord, le Parlement suisse, contrairement à la plupart des autres parlements européens, est un parlement de milice. Il organise quatre sessions de trois semaines par an et se réunit entre-temps dans les différentes commissions pour préparer les sessions et exprimer ses vues sur les questions d'actualité. Plus précisément, chers critiques: qu'auraient dû faire les deux chambres du Parlement au cours de la troisième semaine de la session de printemps? Auraient-ils pu débattre et décider des mesures nécessaires pour les mois à venir dans les cinq jours de la mi-mars, alors que beaucoup de choses n'étaient pas encore claires? C'est une tâche simplement impossible. Auraient-ils dû donner une procuration de pleins-pouvoirs au Conseil fédéral comme ils l'ont fait avant la Seconde Guerre mondiale? Ciel, non!

Selon la Constitution fédérale suisse, ce n'est pas nécessaire. Il appartient au Conseil fédéral de discuter et de décider des mesures nécessaires au maintien de l'ordre interne, comme il a dû le faire parfois au quotidien (art. 185, al. 2, CF). En outre, l'article 7 de la loi fédérale sur la lutte contre les maladies transmissibles humaines (loi sur les épidémies) stipule: «Si une situation extraordinaire l'exige, le Conseil fédéral peut ordonner les mesures nécessaires pour l'ensemble du pays ou pour certaines parties du pays».

En ce sens, trois professeurs de droit constitutionnel et administratif de l'Université de Fribourg déclarent: «A notre avis, le Conseil fédéral est resté jusqu'à présent essentiellement dans les limites de ses compétences légales et constitutionnelles».<sup>4</sup> Ils soulignent que le législateur est également libre de renforcer ses propres possibilités d'influence et de contrôle dans des situations similaires.

Il ne faut pas oublier que la santé de nos assemblées législatives nationales et régionales est également digne de nos préoccupations. Cela aurait été inimaginable qu'il puisse y avoir des cas de COVID-19 ou

même des décès dans leurs petites salles de réunion!

Il est vrai que le Parlement était toujours présent en arrière-plan. D'une part, tous les groupes parlementaires ont soutenu le Conseil fédéral et ses pouvoirs de régulation de la situation extraordinaire. D'autre part, la présidente du Conseil national, *Isabelle Moret*, et le président du Conseil des Etats, *Hans Stöckli*, ont annoncé dès le 19 mars 2020 que les réunions d'urgence des commissions (par exemple de la délégation des finances, dont l'approbation fut requise pour les prêts urgents du Conseil fédéral) devaient se tenir, dans le respect des règles de distance, et que la session extraordinaire devait être préparée pour le début du mois de mai. («Le Parlement suisse reste capable d'agir dans la crise». Communiqué de presse du 19 mars 2020)

Dès qu'il s'est avéré être opportun d'un point de vue épidémiologique, les commissions des deux Conseils ont repris leurs travaux. A partir du 6 avril, elles ont travaillé sur les décisions du Conseil fédéral de ces dernières semaines et préparé leur session spéciale sur la pandémie (le 4 au 8 mai 2020).

D'ailleurs, ce fut le Conseil fédéral qui a demandé au Parlement de tenir une telle session et de laisser le pouvoir de décider au législatif, sur les propositions et les décisions de l'exécutif. L'objection selon laquelle le Parlement ne pouvait pas changer grand-chose est en effet justifiée. Toutefois, le fait que le Conseil national et le Conseil des Etats aient soutenu les décisions du Conseil fédéral à une très nette majorité en le remerciant de son grand engagement témoigne de la bonne et amicale coopération fédérale.

<sup>1</sup> Bonati, Lorenz. «La crise frappe durement l'industrie métallurgique suisse». *Rendez-vous* du 26 mai 2020

<sup>2</sup> Voir par exemple le correspondant à Bruxelles du *St. Galler Tagblatt*, Remo Hess, le 25 mai 2020, sous le titre significatif: «Fast eine Familie (Presque une famille)» et le préambule qui mentionnait que «pendant la crise du corona virus, Berne et Bruxelles ont travaillé main dans la main. On espère maintenant que cet esprit pragmatique perdurera un peu plus longtemps».

<sup>3</sup> Fabian Schäfer. «Mini-Lockdowns» gegen das Virus. *Neue Zürcher Zeitung* du 23 mai 2020

<sup>4</sup> Stöckli, Andreas; Belsler, Eva Maria; Waldmann, Bernhard. «Gewaltenteilung in Pandemiezeiten, tribune de la *Neue Zürcher Zeitung* du 26 mai 2020



# «L'idée est d'éliminer la Chine en tant que rival économique»

## L'heure de la coopération et de la solidarité internationale

Interview par Adrial Kasonata du *Asia Times*, avec Alfred de Zayas, professeur de droit international, ancien secrétaire du Comité des droits de l'homme des Nations unies et expert indépendant des Nations unies pour la promotion d'un ordre international démocratique et équitable de 2012 à 2018

*Adrial Kasonata: Fukushima et Tchernobyl ont causé des dommages internationaux colossaux, mais quand ils se sont produits, le monde a fait preuve de solidarité. Lorsqu'il s'agit de Wuhan, nous sommes témoins de propos xénophobes et de racistes sortant non seulement de la bouche des principaux politiciens occidentaux, mais qui sont également sanctifiés par les grands médias.*

*Alfred de Zayas: L'argent dirige le monde. Et de très nombreux citoyens des Etats-Unis, du Canada, de Grande-Bretagne, de France et d'Allemagne n'aiment pas la Chine en raison de sa réussite économique. L'idée est d'éliminer la Chine en tant que rival économique, de «coloniser» la Chine et de faire travailler l'industrie chinoise pour l'Occident, comme à l'époque des guerres de l'opium au XIXe siècle. Le racisme et la xénophobie sont présents parmi les hommes politiques et les médias. Ils ne sont pas la source du problème, mais un outil utile pour diaboliser la Chine.*

*Le projet de poursuivre la Chine en justice pour des trillions de dollars a-t-il une quelconque valeur au regard du droit international? Est-il vrai que la Chine a violé le règlement sanitaire international de 2005?*

Ce projet ne trouve aucune justification dans le droit international ni, d'ailleurs, dans les faits. La Chine n'a commis aucun délit. Un observateur impartial peut penser que la Chine était peut-être trop prudente au début des cas de pneumonie à Wuhan, essayant d'éviter la panique, enquêtant, appelant l'OMS à l'aide. Rétrospectivement, nous pensons qu'ils auraient pu agir plus rapidement. Mais si le virus avait éclaté aux Etats-Unis, en Russie, en Egypte, ces pays auraient-ils agi plus rapidement?

Le règlement sanitaire international (RSI) de l'OMS fournit un cadre utile pour la

coopération internationale en matière de partage d'informations et de coordination des actions contre les pandémies. Ils se composent de 66 articles et de neuf annexes. Il y a actuellement 196 Etats parties.

Le RSI n'est pas une convention comportant des dispositions relatives à la responsabilité et certainement pas à la «responsabilité illimitée». Le RSI ne prévoit pas non plus de «punition» d'aucune sorte. S'il y avait eu une «responsabilité stricte» en rapport avec la rapidité avec laquelle l'alarme est donnée, aucun pays n'aurait signé la convention, et encore moins les Etats-Unis.

*La Chine est-elle responsable des conséquences dévastatrices de Covid-19?*

Non. La Chine est victime de la pandémie comme tous les autres. Bien que la Chine ait été le premier pays à tirer la sonnette d'alarme, il n'est pas certain que le virus provienne réellement de Wuhan, car de nombreux rapports indiquent que le virus est déjà apparu ailleurs. Des enquêtes sont en cours et nous en apprenons davantage sur son origine et sur les raisons pour lesquelles il est devenu si contagieux.

L'heure est à la coopération et à la solidarité internationale. L'heure n'est pas aux reproches ni aux litiges coûteux, inutiles et détournant les attentions.

De toute évidence, les responsables chinois avaient besoin de temps pour détecter l'apparition de la pneumonie, étudier son développement, identifier le nouveau virus et évaluer la menace pesant sur la Chine et le monde entier. Ils ont informé l'OMS en décembre, et cette dernière a envoyé ses agents en Chine. Pour autant que je puisse en juger, les réglementations sanitaires internationales ont été respectées. Nous aurions peut-être préféré une identification plus pré-

coce du virus, mais il est toujours facile de critiquer a posteriori.

Tous les gouvernements responsables doivent mettre en place des plans d'urgence pour faire face à des événements inattendus tels que les éruptions volcaniques, les tremblements de terre, les tsunamis, les ouragans, mais aussi les pandémies. Si les Etats-Unis n'avaient pas constamment déprécié le financement des hôpitaux et des infrastructures de santé, et si la poursuite constante du profit n'avait pas conduit à la privatisation d'une grande partie du secteur de la santé aux Etats-Unis, nous aurions été mieux préparés.

Le problème réside dans les mauvaises priorités: le Congrès américain a donné la priorité à la défense et approuvé une armée de mille milliards de dollars. Nous avons également un «programme de surveillance de masse» mondial qui nous a été révélé par l'ancien agent de la CIA Edward Snowden (lire son livre «Permanent Record», 2019).

Tout cet argent aurait pu être utilisé pour la recherche et le développement dans le secteur de la santé – à la fois pour lutter contre les maladies, développer des vaccins, construire de meilleurs ventilateurs, etc. La prévention et la préparation auraient dû être au centre de la politique des Etats-Unis. Mieux vaut prévenir que de paniquer lorsqu'une urgence se produit.

Hélas, les Etats-Unis ont une culture du «je vous poursuivrai en justice» qui sert ce désir infantile de «punir» les «méchants» et d'instrumentaliser la loi contre les autres, au lieu de considérer la loi comme un devoir commun de coopérer de manière constructive.

La disposition pertinente du RSI (Règlement sanitaire international) est l'article 56 sur le règlement des différends devant l'Assemblée mondiale de la santé de l'OMS. Mais en 2005, les Etats-Unis n'ont même pas

voulu envisager une éventuelle clause de responsabilité. Dans l'une de leurs réserves, les Etats-Unis ont clairement indiqué que «les dispositions du RSI ne créent pas de droits privés juridiquement contraignants».

Dans ce contexte, il semble toutefois raisonnable que les Etats parties discutent de la question de savoir si les sanctions imposées par les Etats-Unis à Cuba, à l'Iran, au Nicaragua, au Soudan, à la Syrie, au Venezuela, etc. n'ont pas considérablement affaibli la capacité de ces pays à lutter efficacement contre le Covid-19 et si l'Assemblée mondiale de la santé ne devrait pas demander aux Etats-Unis de lever les sanctions au moins pendant la pandémie, car les sanctions violent clairement l'esprit et la lettre de l'article 44 du RSI.

*Comment imaginez-vous le monde après le Covid-19? Que devons-nous faire et que doivent faire «les autres» pour tirer les bonnes conclusions de cette tragédie commune afin de faire de ce globe un endroit meilleur pour les générations futures?*

Soit nous coopérons, soit nous tombons ensemble.

Le monde après le Covid-19 ne peut et ne doit pas revenir au «business as usual». Nous avons besoin d'un changement de paradigme pour nous éloigner du néolibéralisme, qui a été un facteur majeur dans le fait que tant de pays n'étaient pas préparés à lutter contre la pandémie. Nous avons besoin d'un véritable engagement en faveur du règlement pacifique des différends, du multilatéralisme plutôt que de l'unilatéralisme.

Source: <https://asiatimes.com/2020/05/achieving-an-equitable-world-order/> du 19.5.2020 (extraits) et <https://asiatimes.com/2020/05/road-to-recovery-no-time-for-blaming-others/> du 20.5.2020 (extraits)

(Traduction *Horizons et débats*)

### «Cocid-19 – la crise sanitaire et les ...»

suite de la page 4

au sujet du corona. Souhaitez-vous contribuer, de manière constructive, à la résolution des problèmes de notre pays, par la politique progressive (à petits pas) et en collaboration avec toutes les forces concernées (approche de réforme)? Ou bien prétendez-vous que notre système politique, économique et social est si mal en point que seul le changement radical peut y remédier, avec la destitution de ceux au pouvoir (révolution)? Ou bien avez-vous des motifs et des objectifs complètement différents, non déclarés? Ces questions peuvent provoquer, certes, mais sont tout de même sensées aller au centre du débat.

#### Davantage de mondialisation, de gouvernance mondiale, de conflits ...

Il y a des raisons pour lesquelles le Covid-19 est l'occasion de plaider, encore plus fort qu'auparavant, en faveur d'une gouvernance plus globale. Ces forces ont haussé le ton avant le Covid-19 déjà, elles le font à nouveau maintenant, de manière plus accentuée. Dans la «*Neue Zürcher Zeitung*» du 23 mai 2020, Richard N. Haass, président du Conseil américain des relations extérieures (Council on Foreign Relations), a repris la critique répandue de la mondialisation par rapport au Covid-19 tout en plaçant néanmoins en faveur de davantage de mondialisation, en déclarant notamment: «La mondialisation n'est pas un problème à résoudre par les gouvernements, mais une réalité à laquelle nous devons faire face. Ceux qui prônent la démondialisation complète n'optent pas seulement pour le mauvais remède, mais aussi pour quelque chose qui dépassera la maladie diagnostiquée dans le mal.» Le modèle néo-libéral de la mondialisation n'est donc loin d'être abandonné bien que des voix puissantes s'élèvent allant dans l'autre direction. Le 25 mai 2020, par exemple, le même journal a cité la nouvelle économiste en chef désignée de la Banque mondiale, Mme Carmen Reinhart, professeur à Harvard, déclarant que la crise du Corona virus était le «clou du cerceau de la mondialisation». Le journal a judicieusement publié un autre article, paru dans

la même édition, par le titre «Les politiciens se souviennent de l'Etat-nation».

Il apparaît que les faucons prônant le renouvellement de la Guerre froide au sein des Etats de l'OTAN et ses maître-penseurs ailleurs voient dans la pandémie de Corona une nouvelle occasion de mettre la Russie et la Chine au banc des accusés. Au moins pour le moment, la petite lueur d'espoir qu'une maladie menaçant tous les peuples de la même façon donnera lieu à davantage de cohésion et d'aide mutuelle entre les Etats et les peuples s'est avérée, au niveau politique au moins, être une chimère. Au contraire, dans l'ombre de la pandémie du Corona virus, de nombreuses autres décisions viennent d'être prises menaçant précisément la paix. La dénonciation annoncée de l'accord «Open-Skies» par le gouvernement américain<sup>2</sup> en fait autant partie que l'évolution menaçante au Moyen-Orient suite à la formation d'un nouveau gouvernement en Israël. Et la course à l'armement se poursuit à une vitesse vertigineuse.

Il est également à craindre que les progrès laborieux dans la lutte contre la faim dans le monde se réduisent en pur gaspillage de papier. De nombreux pays d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine sont particulièrement touchés par les conséquences sociales et économiques de la pandémie du Corona virus.

#### ... et davantage de numérique?

L'impression se confirme surtout que la pandémie du Covid-19 s'apparente à une sorte de 11 septembre en faveur de la numérisation des écoles. Tous ceux qui ont regardé l'émission «Hart aber fair» sur la chaîne ARD, le 25 mai 2020, ont été témoins de l'excès de la propagande publique en faveur de la numérisation des écoles ainsi que de la volonté manifeste de supprimer les nombreuses voix critiques solides à ce sujet.

#### Que deviendra l'UE?

La vue sur l'UE intéresse avant tout nous autres européens. Que se passe-t-il à Bruxelles? De Jean Monnet, l'un des plus importants «fondateurs» du début de la supranationalisation en Europe à la fin des années 1940 et au début des années 1950, on connaît

la parole suivante: «L'homme n'accepte les changements que sous la pression de la nécessité»,<sup>3</sup> exprimant, longtemps avant le Corona virus, que les «crises» doivent être le moteur décisif en vue de son programme: la supranationalisation progressive de la politique des Etats européens. A la mi-mars, lorsque les Etats-nations européens ont décidé de leurs premières mesures contre la pandémie du Corona virus, l'UE est aussitôt tombée en crise. Beaucoup – certains approuvant, d'autres rejetant – faisaient alors recours à la notion de «renationalisation de la politique». L'UE ne disposant pas de pouvoirs conventionnels dans le domaine de la politique de santé, c'était à la politique nationale d'agir et de décider. Aujourd'hui, les signes vont pourtant dans l'autre direction: davantage de centralisme européen! Actuellement, cela ne se joue pas dans le domaine de la politique de santé, mais dans celui de la politique financière. Les mots clés en sont la reprise du débat sur les euro-obligations en faveur des Etats européens très endettés, en particulier le plan conjoint d'Angela Merkel et d'Emmanuel Macron visant à accorder à la Commission européenne une ligne de crédit de 500 milliards d'euros pour financer les programmes de relance économique des Etats européens touchés par le Covid-19, dettes que ces pays n'auront pas à rembourser. Les critiques du programme ne sont pas les seuls à y voir un pas important vers la «communautarisation» des politiques financières des Etats membres de l'UE et donc d'une atteinte au droit budgétaire national.

De plus, on parle ouvertement du fait que les investissements à déclencher par les 500 milliards d'euros prévus pour la relance économique<sup>4</sup> font partie du «European Green Deal». La structure économique des Etats de l'UE doit être radicalement modifiée – sous le contrôle de l'Etat. Wolfgang Schäuble, influent politicien allemand de la CDU a qualifié ce processus, dans le programme ARD-Extra du 22 mai (voir article page 4), être la «nouvelle normalité».

Cependant, les fortes réactions à l'arrêt de la Cour constitutionnelle fédérale allemande du 5 mai 2020 sur le programme d'achat d'obligations d'Etat de la Banque centrale

européenne (BCE) montrent également à quel point l'UE est devenue «nerveuse». L'institution suprême de la haute juridiction allemande avait statué à l'encontre d'un arrêt de la Cour européenne de justice (CEJ) du 11 décembre 2018 qualifiant l'arrêt de la CEJ en partie de «gravement incompréhensible» et «ultra vires» (en dehors des capacités).

#### Oser réaliser davantage de démocratie directe

L'analyse de Werner Wüthrich sur le passé et le présent de la Suisse en périodes de crise, parue sous le titre «La démocratie directe comme instrument de gestion des crises» dans *Horizon et débats*, no 11/12 du 26 mai 2020, est confirmée ex negativo lorsqu'on regarde au-delà des frontières. Travailler à l'élargissement de la culture politique en direction de davantage de démocratie directe, par exemple en augmentant les occasions offertes aux citoyens à se prononcer sur les choix politiques qui s'imposent, s'avère être un conseil valable, également à l'adresse des citoyens des pays voisins de la Confédération suisse. En suivant cette voie, la probabilité de garder leurs pieds sur terre ainsi que leur attitude de ne discuter que sur le sens des questions soulevées, ira sans doute croissante, comme ce fut le cas dans maintes crises marquant l'histoire de leurs voisins.

<sup>1</sup> Sotomo est un institut de recherche sur l'opinion publique, basé à Zurich. De plus amples informations sont disponibles sur le site web de l'institut, <https://sotomo.ch/site/>.

<sup>2</sup> Le Traité sur le régime «Ciel ouvert», ou Traité OH, désigne un traité datant de 1992 entre l'OTAN et les anciens pays du Pacte de Varsovie, permettant aux pays participants de survoler leurs territoires respectifs selon des itinéraires fixes et de prendre des photos (photo, radar et, depuis 2006, infrarouge). Cette mesure de confiance vise à garantir la paix et à prévenir les conflits. Le 21 mai 2020, Robert O'Brien, conseiller à la sécurité nationale du président américain Donald Trump, a annoncé le prochain retrait du traité de la part des Etats-Unis.

<sup>3</sup> Roussel, Eric. *Jean Monnet*, Fayard 1996, p. 68

<sup>4</sup> Le plan actuel de la Commission européenne prévoit que jusqu'à 750 milliards d'euros seront consacrés à la relance économique, dont 250 milliards sous forme de prêts aux pays bénéficiaires. Il n'est pas encore certain que le plan puisse être effectivement mis en œuvre. Il existe également des contradictions au sein même des gouvernements des Etats membres de l'UE.

# Les multinationales ne doivent pas saper les bases de l'état de droit

## Appel à un moratoire sur l'ISDS pendant la crise du COVID-19

Le 6 mai 2020, le Columbia Center on Sustainable Investment (CCSI – Centre Columbia sur l'Investissement Durable) a lancé un appel public pour un moratoire immédiat et une limitation permanente portant sur tous les cas de règlement des différends entre investisseurs et Etats (ISDS) dès l'apparition en 2019 du Covid-19, la nouvelle maladie à coronavirus. Cet appel incite à restreindre les demandes d'indemnisation à l'encontre des gouvernements pour le règlement des différends de toutes les actions en justice liées aux dimensions sanitaires, économiques et sociales de la pandémie et à ses conséquences.

A période extraordinaire, mesures extraordinaires. La pandémie de Covid-19 est la plus grande menace pour l'humanité depuis la Seconde Guerre mondiale. Le sort de milliards de personnes et potentiellement de millions de morts ne tient qu'à un fil, en particulier dans les pays en développement. Le Secrétaire général des Nations unies a déclaré que le Covid-19 est «la lutte d'une génération». C'est pourquoi la communauté internationale a pris et continuera à prendre des mesures exceptionnelles et nécessaires. Plus de la moitié de l'économie mondiale est à l'arrêt, et les répercussions économiques qui en découlent entraînent des tensions considérables dans les économies fragiles. Les difficultés économiques s'aggravent. Une grande partie de l'économie mondiale est pratiquement bloquée et dans 191 pays on a fermé les écoles, ce qui touche 91 % de tous les apprenants dans le monde. L'OIT prévoit un nombre considérable de pertes d'emplois, alors que dans de nombreux pays, les gens tombent dans la pauvreté, ce qui réduit ainsi à néant une décennie ou plus de progrès dans la réduction de la pauvreté. Les pays du G-20 sont en train d'imposer un gel du service de la dette pour les pays les plus pauvres du monde d'ici 2020, et il y aura certainement par la suite d'autres allègements exceptionnels. A cet égard, nous appelons la communauté mondiale à adopter un moratoire immédiat sur toutes les demandes d'arbitrage des sociétés privées à l'encontre des gouvernements qui appliquent les traités internationaux d'investissement, et à restreindre définitivement toutes les demandes d'arbitrage dans les différends liés aux mesures gouvernementales visant les dimensions sanitaires, économiques et sociales de la pandémie et de ses conséquences. Ces procédures menées entre investisseurs et Etats (souvent appelées affaires «ISDS», voir encadré ci-dessus) permettent aux entreprises privées étrangères de contester les mesures gouvernementales qui affectent les intérêts des entreprises au sens étroit du terme et qui se concluent souvent par des versements importants, parfois de plusieurs milliards de dollars, à ces entreprises en compensation de présumés pertes de profit.

### Quelles sont les implications de l'ISDS?

Hd. L'ISDS (Investor-State Dispute Settlement – Mécanisme de règlements des différends entre investisseurs et états) est un instrument de droit international permettant aux investisseurs étrangers d'intenter une action en justice contre un Etat dans lequel ils ont investi s'ils estiment que leurs droits contractuellement garantis ont été violés. Cela signifie qu'ils peuvent intenter un procès contre l'Etat en question et réclamer des dommages et intérêts si leurs attentes en matière de bénéfices sont affectées par le changement de législation ou de politique du pays d'accueil. De nombreux accords bilatéraux de protection des investissements, mais aussi des accords de libre-échange déjà en vigueur ou encore en projet, tels l'AECG (UE/Canada) ou le TTIP (UE/Etats-Unis) envisagent un renforcement de l'ISDS. Selon ces traités, ce

serait en règle générale un tribunal d'arbitrage privé qui serait en charge des litiges plutôt qu'une juridiction publique. C'est ainsi que les procédures de règlement des différends sont habituellement conduites au Centre international pour le règlement des différends relatifs aux investissements (Banque mondiale), à la Chambre de commerce internationale, à la Commission des Nations unies pour le droit commercial international ou à la Cour internationale de justice.

Des voix critiques s'élèvent pour souligner le fait que, par exemple selon le TTIP, l'ISDS porte atteinte à la souveraineté nationale car les investisseurs étrangers peuvent, en menaçant de réclamer des dommages et intérêts, exercer leur influence sur la législation et les politiques d'un pays.

Ces procès représentent un danger immédiat pour la capacité des pays en développement, et de la communauté mondiale dans son ensemble, à relever le défi du COVID-19.

Il y a trois raisons pour un moratoire immédiat:

Tout d'abord, les inévitables fermetures d'entreprises et autres inévitables mesures d'urgence entraîneront des changements sans

pourraient profiter de cette crise en utilisant de vagues normes dans les traités d'investissement pour faire valoir leurs revendications.

Troisièmement, les sommes allouées aux gouvernements, souvent de l'ordre de millions ou même de milliards de dollars, et qui peuvent représenter des pourcentages importants des budgets nationaux, pourraient peser

«L'ISDS entraîne la désintégration de l'Etat de droit, dans le fait qu'il permet aux multinationales de contourner le système judiciaire public, qui est transparent, responsable et susceptible de recours. Les arbitrages de l'ISDS sont secrets et ignorent systématiquement la législation nationale et même les jugements des plus hautes juridictions du pays d'accueil.» *Alfred de Zayas*

précédent dans l'environnement des entreprises, eux-mêmes susceptibles de déclencher un nombre massif de revendications injustifiées. Les investisseurs étrangers annonceront alors des pertes sur les bénéfices escomptés. Et cela sera vrai, mais également pour toutes les entreprises de la société qui seront confrontées à une situation sans précédent. Les gouvernements ont le devoir de protéger leurs citoyens et de stopper la pandémie sans se laisser détourner par des poursuites judiciaires de la part d'entreprises ou d'actionnaires étrangers; en général il s'agit d'ailleurs de plaintes contre les gouvernements qui ne pourraient même pas être déposées par leurs propres entreprises nationales.

Deuxièmement, les gouvernements doivent concentrer leur attention sur un contrôle urgent de la maîtrise de la crise du Covid-19 et ne pas se laisser distraire par les entreprises et les actionnaires étrangers qui

lourdement sur les désastreuses crises budgétaires auxquelles sont déjà confrontés les pays en développement dans le contexte de la pandémie du COVID-19. D'après les prédictions du Fonds monétaire international, le ralentissement économique prévu en 2020 pourrait être le pire depuis la Grande Dépression. Les gouvernements doivent donc veiller à ce que l'ISDS n'aggrave pas davantage l'inévitable crise financière.

Nous appelons donc à un moratoire complet sur toutes les demandes d'arbitrage jusqu'à ce que la pandémie soit passée et que les gouvernements se soient mis d'accord sur des principes garantissant que les futures affaires d'arbitrage n'entraveront pas les efforts de bonne volonté accomplis par les états pour leur redressement.

Ces principes devraient prendre en compte la portée claire et complète des objectifs adoptés par les gouvernements et les mesures

appropriées qu'ils sont tenus de prendre pour sauver des vies et lutter contre les situations d'urgences mondiales, même lorsqu'il en résulte une perte de profits ou d'opportunités commerciales, y compris pour les investisseurs étrangers.

En outre, ils devraient garantir que tout dédommagement accordé dans le cadre des affaires relatives à l'ISDS tienne compte de la catastrophique situation financière à laquelle les gouvernements sont confrontés par suite de l'état d'urgence du COVID-19. En l'absence de ces principes clairs, il n'y aura pas de base pour relancer les processus ISDS. En outre, nous demandons une restriction permanente des demandes d'indemnisation au titre de l'ISDS, relatives aux mesures prises pendant la pandémie, y compris celles visant les dimensions sanitaires, économiques ou sociales de la pandémie et de ses effets.

Nous invitons les pays à poursuivre ces efforts et les Nations Unies ainsi que les institutions spécialisées, le Groupe de la Banque mondiale, l'Organisation de coopération et de développement économiques et d'autres organisations multilatérales à les mettre en œuvre. De même, nous appelons toutes les personnes de bonne volonté – y compris les avocats qui engagent ces procédures et les arbitres prenant leurs décisions dans ces cas d'arbitrage – à faire passer la vie des êtres humains avant les intérêts des entreprises en ce moment dramatique pour l'humanité.

*Phil Bloomer, Directeur Général, Business & Human Rights Resource Centre*

*Juan Pablo Bohoslavsky, Ancien expert indépendant de l'ONU pour la dette extérieure et les Droits de l'homme (2014–2020)*

*Carlos Correa, Directeur Exécutif, Centre Sud*

*Olivier De Schutter, Rapporteur spécial des Nations unies sur l'extrême pauvreté et les droits de l'homme*

*Kerry Kennedy, Président, Robert F. Kennedy Droits de l'homme*

*Jeffrey D. Sachs, Professeur d'université, Columbia University, Directeur, United Nations Sustainable Development Solutions Network*

*S.E. María Fernanda Espinosa Garcés, Présidente de la 73ème session de l'Assemblée générale des Nations Unies (2018-2019), Ministre des affaires étrangères de l'Equateur (2017-2018)*

Sources: Columbia Center for Sustainable Investment, Columbia University

(Traduction: Horizons et débats)

### Il faut abolir l'ISDS car il va à l'encontre de la morale

par le Professeur Alfred de Zayas



*Alfred de Zayas (photo mad)*

En tant qu'ancien expert indépendant des Nations unies pour la promotion d'un ordre international démocratique et équitable (2012-2018), je soutiens fermement l'appel à un moratoire immédiat sur l'arbitrage de l'ISDS. En outre, il est devenu impossible d'étendre l'application des décisions rendues par l'ISDS (voir ci-dessus) au monde dans son intégralité. En 2015 et 2016, dans mes rapports au Conseil des droits de l'homme et à l'Assemblée générale des Nations unies, j'ai documenté des cas scandaleux où des mul-

tinationales avaient poursuivi certains gouvernements parce qu'ils avaient pris des mesures sociales, protégé l'environnement de la pollution ou encore augmenté le salaire minimum.

J'ai déjà expliqué que l'ontologie, l'essence d'un Etat, est de légiférer pour le bien public, tout comme l'essence de l'économie – l'essence même du capitalisme – est de prendre des risques dans la perspective d'engranger des profits. Les multinationales doivent accepter que parfois elles réalisent des bénéfices et parfois, elles n'en réalisent pas. Mais ce n'est pas aux gouvernements d'en prendre le risque, eux qui sont démocratiquement élus et légitimés à taxer et réglementer les entreprises opérant à l'intérieur de leurs frontières. L'ISDS entraîne la désintégration de l'Etat de droit, dans le fait qu'il permet aux multinationales de contour-

ner le système judiciaire public, qui est transparent, responsable et susceptible de recours. Les arbitrages de l'ISDS sont secrets et ignorent systématiquement la législation nationale et même les jugements des plus hautes juridictions du pays d'accueil. L'ISDS crée un système parallèle de règlement des litiges et constitue une rébellion à l'encontre des principes établis de l'Etat de droit.

Et de fait, l'ISDS ne peut être réformé – il doit être aboli car il est contra bonas mores, il va à l'encontre des lois morales.

Sources:

[https://ap.ohchr.org/documents/dpage\\_e.aspx?si=A/HRC/33/40](https://ap.ohchr.org/documents/dpage_e.aspx?si=A/HRC/33/40)

[https://ap.ohchr.org/documents/dpage\\_e.aspx?si=A/HRC/30/44](https://ap.ohchr.org/documents/dpage_e.aspx?si=A/HRC/30/44)

[https://www.un.org/en/ga/search/view\\_doc.asp?symbol=A/70/285](https://www.un.org/en/ga/search/view_doc.asp?symbol=A/70/285)

### Horizons et débats

Bimensuel favorisant la pensée indépendante, l'éthique et la responsabilité. Pour le respect et la promotion du droit international, du droit humanitaire et des droits humains

Editeur  
Coopérative Zeit-Fragen  
Redaction  
Jean-Daniel Urben  
Peter Küpfer

Redaction et administration  
Case postale, CH-8044 Zurich  
Tél. +41 44 350 65 50  
Fax +41 44 350 65 51

hd@zeit-fragen.ch  
www.horizons-et-debats.ch  
CCP 87-748485-6  
IBAN: CH64 0900 0000 8774 8485 6  
BIC: POFICHBEXXX

Imprimerie  
Nüssli, Mellingen

Abonnement annuel 168.– frs/ 108.– euros

ISSN 1662 – 4599

© 2017 Editions Zeit-Fragen pour tous les textes et les illustrations. Reproduction d'illustrations, de textes entiers et d'extraits importants uniquement avec la permission de la rédaction; reproduction d'extraits courts et de citations avec indication de la source «Horizons et débats, Zurich».



# La salle de classe en chute libre

## Les problèmes de la numérisation de l'école sont largement sous-estimés

par Nike Heinen et Natalie Wexler

Les écoles allemandes sont en train d'intégrer la numérisation à un rythme rapide. Mais cette nouvelle transformation fondamentale est-elle bien fondée? Un regard sur les Etats-Unis montre que les écoles sont bien plus avancées dans ce domaine – et fort désillusionnées en même temps.

Dans une salle de classe d'une école primaire à Washington DC. La plupart des enfants de six ans sont assis devant leurs tablettes. Ils sont censés traiter les problèmes mathématiques de manière indépendante, tandis que l'enseignant se concentre sur le travail en petit groupe. Un garçon, appelons-le *Kevin*, fixe son écran. «Effectue l'addition de 8 et 3», demande la tablette.

Comme il ne sait pas très bien lire il appuie sur le bouton «lire à haute voix», encore et encore ... sans savoir donner de réponse par la suite. Il ne comprend pas le mot «addition». Dans les programmes des autres enfants, il y a des instructions comme: «Arrondis 119 à la dizaine suivante» et «Trouve la surface du triangle dans les carrés». Si un enfant ne comprend pas le mot «addition», les autres seront-ils en mesure de comprendre des mots comme «arrondis» et «carrés»?

### La réalité numérique dans les écoles américaines ...

Dans la plupart des écoles américaines, le numérique constitue la réalité depuis longtemps. Dans un rapport de l'institut de sondage *Gallup*, 89 % des élèves ont déclaré qu'ils recevaient un enseignement numérique pendant plusieurs jours par semaine. 96 % des directeurs d'écoles et des présidents des académies ainsi que 85 % des enseignants sont favorables à «l'emploi accru des outils d'apprentissage numériques dans leurs écoles». Pourtant, il n'est pas du tout évident de savoir si les programmes conviennent à l'usage didactique. De nouvelles études suggèrent qu'ils aggravent même les problèmes des élèves en difficulté. L'enthousiasme se révèle donc amoindri par une base de données déficiente. Néanmoins certains des enseignants semblent en être bien conscients. A la question s'ils disposent de «beaucoup d'informations à leur portée sur l'efficacité» des outils numériques employés, seul le quart d'entre eux environ répond par l'affirmative. En fait, les preuves scientifiques sont minces. Pire encore, la plupart des données disponibles montrent des effets négatifs. En 2015, par exemple, des chercheurs pédagogiques ont publié une enquête d'envergure où des millions d'élèves du secondaire étaient saisis, et ceci dans les 36 états membres de l'OCDE. L'enquête arrive au constat que les élèves ayant un emploi intensif de l'ordinateur en classe obtenaient, en comparaison avec leurs condisciples les employant moins souvent, «des résultats bien plus mauvais dans la plupart des domaines d'apprentissage, même lorsque ils étaient ajustés en fonction du milieu social et des effets démographiques».

### ... aboutit à de moins bons résultats aux examens

Dans une enquête réalisée en 2016 auprès des étudiants de Westpoint, académie militaire américaine bien renommée, les moins bons résultats aux examens correspondent à ceux disposant d'ordinateurs portables ou d'appareils numériques dans leurs classes. Les élèves de huitième de Caroline du Nord, ayant appris l'algèbre en ligne, se montrèrent incapables de calculer aussi bien que ceux enseignés traditionnellement, de manière frontale, voilà ce qui résulte d'une enquête comparative entreprise à l'université Northwest, en 2014. De plus, l'analyse des données datant de 2019 relevé par la *Fondation Reboot*, basée à Paris et s'engageant à «stimuler la pensée critique à l'école», révèle un autre fait alarmant: les élèves de quatrième année employant des tablettes dans toutes ou presque toutes les classes révélèrent, aux tests de lecture, en moyenne une note entière inférieure à celle de leurs homologues écrivant sur du papier seulement. La fondation avait notamment fondé ses conclusions sur les données des tests Pisa.

Le même effet est visible dans les cours dits «inversés» (*flipped classroom*): les logi-

«Dans la plupart des écoles américaines, le numérique constitue la réalité depuis longtemps. Dans un rapport de l'institut de sondage *Gallup*, 89 % des élèves ont déclaré qu'ils recevaient un enseignement numérique pendant plusieurs jours par semaine. 96 % des directeurs d'écoles et des présidents des académies ainsi que 85 % des enseignants sont favorables à «l'emploi accru des outils d'apprentissage numériques dans leurs écoles». Pourtant, il n'est pas du tout évident de savoir si les programmes conviennent à l'usage didactique. De nouvelles études suggèrent qu'ils aggravent même les problèmes des élèves en difficulté.»

ciels didactiques enseignent la matière aux apprenants devant leurs écrans, à la maison. Les cours en classes sont ensuite réservés à consolider l'apprentissage théorique par les exercices. Il s'agit là, par rapport à l'enseignement classique, en effet de l'enseignement inversé. Les analyses consacrées aux réussites de cette nouvelle méthode montrent que ceux qui étaient déjà forts en mathématiques ont fait de bons progrès tandis que les autres n'ont pas progressé du tout. La numérisation n'a donc fait qu'accentuer les différences de performance existantes.

### Pas plus, mais moins d'équité en matière d'éducation

La technologie devrait avoir exactement l'effet inverse. Les Etats-Unis avaient longtemps un problème d'équité en matière d'éducation. Chaque fois que les élèves étaient testés, des écarts considérables se creusaient entre les enfants de familles aisées et ceux issus de milieux pauvres. Dans le passé, on tentait d'améliorer la formation des enseignants pour compenser cette situation. Aujourd'hui, les éducateurs placent leurs espoirs notamment dans les logiciels et les tutoriels en ligne. Ed-Tech est en plein essor. Même les écoles maternelles et les cours préscolaires ont emprunté la voie du numérique, encouragés par des philanthropes technophiles comme *Bill Gates* et *Mark Zuckerberg*, pour ne nommer que ces deux icônes.

L'école de Kevin est située, elle aussi, dans un quartier pauvre de la capitale américaine. Là, de nombreux enfants sont confrontés à leurs difficultés à lire – et comme beaucoup d'entre eux ne parlent pas l'anglais à la maison ils ont du mal à comprendre même des mots simples. L'école est d'autant plus fière de sa politique de «one to one». Par ces termes, on dénomme la pratique, de plus en plus répandue aux Etats-Unis, consistant à mettre à disposition un terminal numérique à chaque enfant. «Face à l'évolution technologique continue en cours d'améliorer notre monde», explique le site web de l'école, «nous pensons que les enfants issus de familles à faible revenu ne doivent pas être laissés à la porte».

### Les erreurs du concept de l'individualisation

La vision de ces passionnés du numérique inclut l'apprentissage personnalisé: chaque enfant doit être en apprentissage sur son écran en fonction de ses capacités personnelles. L'approche numérique personnalisée permet aux enfants de choisir certains des contenus à apprendre.

Ce qui est impressionnant dans ces approches, cependant, ce n'est pas le progrès de l'apprentissage, mais la mesure dans laquelle les enfants et les programmes d'apprentissage échouent lorsqu'ils sont abandonnés à eux seuls. Les enfants doivent passer des «pré-tests» afin que le logiciel puisse déterminer le niveau approprié des questions. Mais si les termes employés par le logiciel déjà ne correspondent pas au monde conceptuel de l'enfant, le niveau n'a pas d'impor-

tance. Comme Kevin, qui se met en boucle lorsqu'il calcule parce qu'il ne comprend pas les mots clé constituant la question. Un enseignant réel aurait immédiatement compris le problème tandis que la machine à apprendre ne fait que répéter sa question.

### Les problèmes du découplage des enseignants

Des situations bizarres résultant du découplage des enseignants se manifestent dans une autre classe de première année de l'école de Kevin. Là, les élèves emploient un programme de compréhension en lecture. Sur l'écran d'une fille, on se trouve face à des informations sur les bananes, notamment la phrase: «La plupart des bananes viennent de l'Inde.» Il s'ensuit une question à choix multiples. Comme la jeune fille n'arrive pas à lire le mot «Inde», elle demande à un camarade de classe d'où viennent les bananes. Il répond: «Des arbres». C'est une réponse exacte, il est vrai, mais qui ne figure pas sur le schéma des réponses possibles. En classe, les enfants auraient pu discuter de ce que sont les bananiers et pourquoi la plupart d'entre eux viennent d'un pays appelé Inde. Devant leur ordinateur, en revanche, deux enfants se retrouvent seuls avec de gros points d'interrogation sur leurs visages.

Un rapport publié en 2019 par le *National Education Policy Center* de l'université du Colorado donne de mauvaises notes à l'apprentissage numérique personnalisé. Par-dessus tout, les scientifiques révèlent des «suppositions douteuses sur l'éducation» ainsi que du «manque de volonté de vérification scientifique».

### Peu d'échange d'idées, absence de discussion

Avec l'apprentissage individualisé et autodéterminé, une partie importante de l'éducation scolaire antérieure est perdue: l'échange d'idées et les discussions en classe, voies royales pour affiner les compétences linguistiques des enfants. En communauté, ils apprennent à raisonner et à accepter d'autres opinions. De plus, l'écran est un obstacle cruel à toute motivation vive que seuls les êtres humains réels et présents sont capables de générer. Si un professeur avait demandé à Kevin de calculer 8 plus 3, il aurait probablement été beaucoup plus enclin à le faire. «Vous vous trouvez dans une situation complètement différente quand vous êtes enseigné par une seule personne», explique le psychologue cognitif *Daniel Willingham* de l'université de Virginie. «Il devient important de savoir ce qu'elle pense de vous. C'est fondamental pour que les enfants soient beaucoup plus susceptibles de faire un effort.»

### Les enfants laissés seuls en classe numérique

Ainsi, la numérisation des écoles aux Etats-Unis actuelle signifie avant tout: laisser les enfants seuls dans la classe numérique. Les ordinateurs sont moins chers que les bons enseignants. Cela conduit des personnes déjà défavorisées à souffrir davantage: un exemple sans

les *Rocketship public schools*, gérées commercialement, en sont un exemple. Ils s'adressent principalement à une clientèle à faibles revenus et reposent largement sur la technologie numérique. Pendant la période dite de «laboratoire d'apprentissage», une sorte d'assistant enseignant supervise jusqu'à 90 élèves. Un seul «laboratoire d'apprentissage» élimine donc la nécessité de pourvoir à plusieurs postes d'enseignants bien formés. La demande est si importante et la technologie numérique employée de manière si désinvolte que dans les écoles *Rocketship*, même les enfants d'âge préscolaire passent 80 à 100 minutes par jour devant un écran.

### Le processus d'apprentissage perturbé

Tout cela aboutit à la conclusion que précisément ceux ayant particulièrement besoin d'aide se trouvent abandonnés à une technologie qui interfère directement avec le processus d'apprentissage. Il y a deux raisons à cela: placé devant l'ordinateur, les loisirs et le temps d'apprentissage sont beaucoup trop proches l'un de l'autre. Si l'attention est constamment interrompue par des idées centrées sur le jeu informatique actuel ou sur le prochain surf à travers le vaste univers d'Internet, les élèves ne développent pas ou à peine seulement suffisamment de concentration, nécessaire à l'apprentissage durable. Plus les enfants sont jeunes plus ils risquent de se distraire. Kevin est également séduit par les tentations de la tablette. Abandonné à un système d'information impersonnel, après un quart d'heure d'essais inutiles, il n'a toujours pas trouvé la solution pour son problème avec 8 plus 3. Il commence à dessiner des lignes d'un rose vif avec son doigt, l'une des nombreuses alternatives qu'une telle tablette offre aux enfants découragés. Il soupire en demandant s'il ne peut pas continuer par un jeu.

### L'apprentissage purement numérique va à l'encontre du fonctionnement du cerveau

Ce qui plus est: certains chercheurs sont convaincus que l'apprentissage purement numérique va à l'encontre du fonctionnement du cerveau: Les textes sur l'écran, supposent-ils, se mémorisent beaucoup plus difficilement que ceux écrits parce qu'ils manquent de forme tridimensionnelle, forme qui caractérise le livre (voir *Technical Review* 11/2018, p. 26 ss). En effet, la mémoire du cerveau, situé à l'hippocampe, provient d'un système d'orientation spatiale des premiers vertébrés. Elle peut faire meilleur usage des informations si elles sont accompagnées d'une expérience tactile. La «saisie» des informations sur papier est donc plus facile que celle des informations sur écran.

Du moins aux Etats-Unis, ces constatations ont tendance d'opérer un changement progressif de mentalité. Dans les écoles du comté de Baltimore par exemple, les résultats des tests des écoles numériques ont soudainement dérapé par rapport à ceux des écoles conventionnelles. Il y a cinq ans, le comté a voulu abandonner complètement les livres scolaires et le papier à moyen terme tandis qu'actuellement il vient de décider d'utiliser moins d'ordinateurs, au moins dans les premières classes de l'école primaire. Et *Rocketship* a dû renoncer à son projet d'ouvrir une troisième école à Washington D.C. Seuls 22 écoliers/étudiants s'étaient inscrits.

### Les Etats-Unis corrigent leurs erreurs, l'Allemagne les perpétue

L'Allemagne, cependant, continue d'évoluer dans la direction opposée. En février 2019, l'Etat fédéral et les Länder se sont mis d'accord sur l'accord numérique des écoles («Digitalpakt Schule»): Cinq milliards d'euros de subventions provenant du budget fédéral contribueront à mettre en place une «infrastructure éducative numérique moderne» déployée sur la totalité du pays. Rien n'indique actuellement qu'une approche plus équilibrée de celle appliquée aux Etats-Unis soit adoptée.

Il existe en effet un «soutien scientifique du développement par la recherche éducative». Cependant, l'enjeu n'est pas tant d'introduire les méthodes numériques avec prudence, mais surtout de garantir le déroulement prévu sans

«Avec l'apprentissage individualisé et autodéterminé, une partie importante de l'éducation scolaire antérieure est perdue: l'échange d'idées et les discussions en classe, voies royales pour affiner les compétences linguistiques des enfants. En communauté, ils apprennent à raisonner et à accepter d'autres opinions. De plus, l'écran est un obstacle cruel à toute motivation vive que seuls les êtres humains réels et présents sont capables de générer.»



## La famille à l'époque du coronavirus – quelques impressions

par Renate Diinki

Comme beaucoup de seniors qui demeurent souvent à la maison, je fais partie d'un groupe à risques devant respecter les gestes barrières. Bien que dans mon entourage tout le monde parle de la pandémie du coronavirus, la vie de tous les jours n'est pas totalement paralysée. Quelques voisins et une amie font les courses pour moi; je commande par téléphone ce qu'il me faut de plus.

Vivant à la campagne, je peux facilement aller me promener dans la nature et profiter ainsi du printemps. Et comme je manque de contact avec ma famille qui réside dans un pays frontalier, je reste en contact avec elle en écrivant beaucoup de lettres et en appelant souvent par téléphone. Actuellement je constate une fois de plus que l'essentiel et dont tout un chacun a besoin c'est de parler et de s'intéresser aux autres. Parfois il faut un peu d'imagination.

En voici un exemple que je viens de vivre moi-même. Ma belle-fille et sa fille cadette ont eu l'idée de faire un gâteau d'anniversaire en sable pour moi. Comme dans un manuel (professionnel), ils ont illustré l'action avec des photos. Au lieu de me souhaiter «bon appétit», ils ont écrit «bonne chance». Ils m'ont envoyé par la poste cette petite œuvre d'art accompagnée de leurs

instructions, un gâteau d'anniversaire végétal et sans sucre.

La lettre jointe parlait de leur vie de tous les jours pendant le confinement. Je n'avais pas l'impression que les enfants étaient déprimés par l'isolement bien que les écoles n'aient pu ouvrir que progressivement. Les ateliers de sport et de musique, quant à eux, n'ont pas eu lieu.

Bien évidemment, notre société ne pourra pas continuer à vivre ainsi.

Voir avec combien d'imagination on peut vivre un temps tellement difficile, avec une

attention et une compréhension mutuelles, m'a touché et réjoui en tant que grand-mère.

Les observations faites par ma famille et des amis à mon égard vont dans le même sens.

Ce sont surtout les familles avec de petits enfants allant à la crèche ou à la maternelle avant le confinement qui ont été pris en charge pour permettre au père mais aussi à la mère de travailler plus ou moins à plein temps. Comme la pandémie changeait beaucoup de choses, il fallait par exemple que dans une famille dont le père se trouve au

chômage partiel il travaille à domicile, dans un petit appartement en ville. Il devait donc travailler la nuit et il se faisait du souci à propos de ses enfants. Pourtant le père et la mère trouvent tous les deux que leurs fils sont plus calmes et en même temps plus éveillés.

Les parents les incitent à faire des expérimentations par exemple autour des caractéristiques de l'air. Ces expérimentations sont filmées et envoyées à d'autres enfants du cercle d'amis. On voit bien que cette vie en famille, dans le calme fait du bien aux enfants. Et leurs parents se rendent compte qu'il ne faut pas de grandes activités, «seulement» plus de temps.

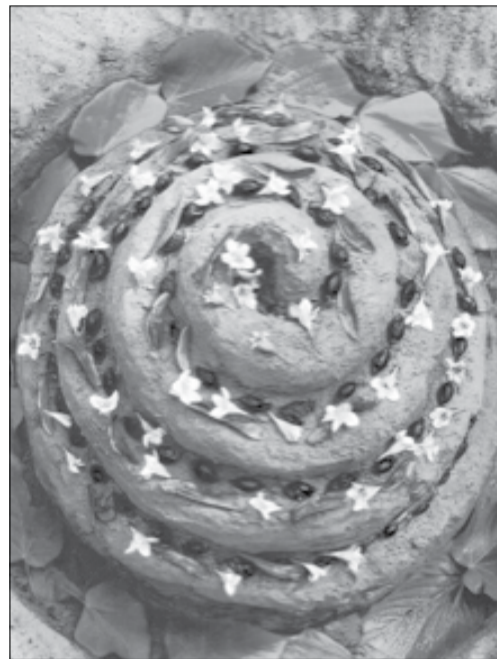
Il me semble que le secret de ce développement c'est de cesser d'accomplir des activités à un rythme effréné et de passer plus de temps en famille, avec attention et compréhension. Voici la conclusion que j'en tire personnellement. Elle correspond aux recherches de la psychologie du développement concernant l'importance de la famille. Si les mères et les pères en prennent conscience, on pourrait parler d'un effet positif entraîné par cette crise.



1. Le gâteau est formé.



2. On mélange la décoration bio. (photos rd)



3. Voici le gâteau d'anniversaire décoré.

### «La salle de classe en chute libre»

suite de la page 7

problème. Le coordinateur du programme est Michael Kerres, professeur de didactique des médias à l'Université de Duisburg-Essen. Sa tâche principale consiste à inviter les différents chercheurs soutenus par le Ministère fédéral de l'éducation et de la recherche (BMBF) dans son institut et à les relier avec les écoles. Officiellement, il doit également «relever les défauts de connaissances».

Kerres est l'un des pionniers allemands de l'apprentissage en ligne, en employant des cours basés sur Internet dès les années 1990. Il dirige également un «laboratoire d'apprentissage» («Learning Lab»). Cependant, contrairement aux laboratoires d'apprentissage des écoles de Rocketship, les élèves ne sont pas supervisés et leur réussite de l'apprentissage n'est même pas mesurée. Son personnel réfléchit à la manière dont il peut promouvoir la numérisation dans les écoles. Son approche consiste à former les enseignants et à relier les écoles aux réseaux numériques afin que chaque école n'ait pas à réinventer la roue.

### Les «classes aux tablettes» douteuses

C'est la même situation dans le Bade-Wurtemberg: depuis 2015, certaines écoles secondaires ont des «classes aux tablettes». Non seulement elles ont été présentées comme l'avant-garde de la numérisation, mais elles ont été présentées aux parents sceptiques comme «expérience pilote scientifiquement accompagnée». Mais même dans ce cas, l'évaluation scientifique ne consiste pas à savoir si les enfants apprennent aussi bien sous forme numérique. Seules les questions pratiques sont examinées, par exemple si les enseignants, du point de vue des scientifiques, préparent les programmes de leurs leçons numériques de telle manière à ce qu'ils s'adaptent au monde numérique.

Les enseignants, en particulier, sont de plus en plus préoccupés par cette tendance. Évidemment, les écoles agissent avec réserve. Jusqu'à présent, elles n'ont tiré que 40 millions d'euros des fonds communs, soit moins de dix pour cent du montant mis à disposition. «Nous avons déjà l'impression que les enfants sont beaucoup moins concentrés», déclare un représentant du syndicat des enseignants de Basse-Saxe. «Les équipements numériques dans les écoles ne font que causer encore plus de troubles.»

### Le livre scolaire classique est loin d'être superflu

Martin Korte, chercheur spécialiste du cerveau à l'Université technique de Braunschweig,

ajoute: «Il y a un manque évident de résultats de recherche qui examinent systématiquement et à long terme l'utilisation des médias numériques dans l'enseignement et la formation.» Il fait maintenant le tour des écoles – à l'invitation des enseignants qui aimeraient savoir ce qu'un neurobiologiste pense des salles de classe numérisées. Korte explique dans la salle de réunion devant le collège comment fonctionne le contrôle de l'attention, comment l'utilisation des moteurs de recherche sur Internet au lieu de propres archives de connaissances change déjà l'apprentissage, et comment celui-ci se reflète dans les structures du cerveau – et pourquoi le livre scolaire classique est encore loin d'être superflu. A ces mots, il reçoit chaque fois de vifs applaudissements.

Korte ne veut pas être mal compris: Il salue le fait que les écoles allemandes se modernisent numériquement. Il serait très favorable à ce que tous les enfants, à partir de la septième classe, suivent des cours d'informatique afin de comprendre vraiment le monde numérique et ses codes. Mais le chercheur n'aime pas l'utilisation des médias numériques pendant les cours normaux. «Le monde numérique est plus un obstacle qu'un avantage dans la transmission des connaissances», dit-il. «Il n'est utile que pour approfondir ce que vous avez déjà compris.»

### Même les entrepreneurs des institutions éducatives ont de forts doutes

Même certains entrepreneurs des institutions éducatives ont de forts doutes à l'égard de cette tendance actuelle: Larry Berger, PDG de l'entreprise américaine Amplify, par exemple, développe des programmes d'études numériquement améliorés en

mathématiques et en sciences ainsi que des programmes de lecture de la maternelle à la huitième classe. «La technologie peut fournir des informations de manière fiable, mais elle n'est pas très efficace pour démontrer les avantages sociaux des connaissances», explique M. Berger. «Pour ce faire, il faut replacer ces connaissances dans un contexte social.» Il aimerait que la numérisation revienne à des formes d'enseignement un peu plus classiques. Il lui semble complètement déplacé de donner un matériel de complexité variable à des étudiants différents. «Tous les enfants devraient avoir le même contenu, ils pourraient alors le traiter ensemble», dit-il. La différenciation, estime-t-il, ne devrait avoir lieu qu'une fois que le contenu est compris. «Tous les élèves pourraient lire la Déclaration d'indépendance, par exemple, mais les bons écrivains pourraient ensuite écrire un essai à ce sujet, tandis que les autres ne pourraient répondre qu'à des questions particulières.»

Il considère les méthodes numériques plutôt comme un moyen de faciliter le travail

des enseignants: M. Berger estime que les programmes d'apprentissage peuvent automatiquement regrouper les enfants et (qu'ils peuvent) ainsi aider les enseignants à promouvoir et à évaluer de plus de 20 élèves de manière différenciée. Le système est également moins discriminatoire: lors de la différenciation sur l'ordinateur, aucun enfant ne sait de l'autre de quel groupe il fait partie. En outre, il permet d'éviter que les enseignants ne privilégient involontairement certains enfants.

Les méthodes d'enseignement numérisées doivent-elles être considérées uniquement comme un système de soutien pour les enseignants au service d'une méthodologie éprouvée? Dans ce cas la technologie éducative ne jouerait qu'un rôle beaucoup plus modeste ne correspondant pas à celui préconisé et espéré par la plupart des opérateurs de ce secteur, jusqu'à présent. Mais cela rendrait probablement l'enseignement meilleur – et non pire. •

Source: *Technology Review*, avril 2020

(Traduction *Horizons et débats*)

### Courrier des lecteurs

## Notes sur la critique de livre – «Hilde Domin – Poétesse du quand-même»

L'excellente critique de livre de Susanne Wiesinger dans *Horizons et débats* no 9 du 5 mai 2020, m'a rappelé la poétesse Hilde Domin et m'a encouragé à lire sa très intéressante biographie. Après l'avoir lu, je me suis procuré une édition de ses poésies collectées ainsi qu'une avec des écrits auto-biographiques collectés («Gesammelte auto-biographische Schriften. Fast ein Lebenslauf», livre de poche, Fischer 1998).

Ce qui est sous-entendu dans la biographie captivante d'Ilka Scheidgen est encore plus évident dans les propres écrits de Hilde Domin: la capacité et la volonté d'entrer en relation directe avec l'autre sans crainte de contradiction, sachant que les choses doivent être clarifiées entre les personnes. L'un des exemples qui m'a particulièrement impressionné est le suivant: lorsque Hilde Domin se rendit en Italie avec son mari dans les années 1930 pour échapper aux nazis, elle rencontra un jour à Florence un couple d'Allemands qui voyageait en touristes. Elle était amie avec ce couple depuis ses années d'études à Heidelberg. Non seulement le couple ne les saluait pas, mais il détournait aussi le regard de façon démonstrative. Une expérience douloureuse pour Hilde Domin

et son mari. Lorsqu'ils sont revenus en Allemagne après leur exil latino-américain au début des années 1950, le même couple était présent à l'aéroport et les a accueillis chaleureusement.

Hilde Domin est consciente qu'elle ne pourra plus avoir de relations avec ce couple sans une clarification de l'expérience florentine. Et elle demande ce qui s'est passé à l'époque. «Nous avons eu peur», lui dit-elle. C'est suffisant pour qu'elle poursuive une amitié de toute une vie.

Sa franchise pleine d'humour avec les écoliers et les prisonniers, mais aussi avec tous les autres auditeurs devant lesquels elle lit ses poèmes, l'aide, elle et ses auditeurs, à surmonter des situations compliquées. Elle décrit de façon très vivante comment elle choisit toujours un visage dans le public auquel elle s'adresse d'une manière très particulière. Cela conduit souvent à des amitiés.

Un grand merci à Susanne Wiesinger d'avoir attiré l'attention des lecteurs de *Horizons et débats* sur cette poétesse courageuse et optimiste qui défendait la paix.

Rita Müller-Hill, Cologne

(Traduction *Horizons et débats*)



ISBN 978-3-407-25761-1